

SCIENCE ET RELIGION

Études pour le temps présent

HISTOIRE ET LÉGENDE

DE LA

CONGRÉGATION

PAR

J. M. VILLEFRANCHE



PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL

B. BLOUD, Successeur

4, RUE MADAME ET RUE DE RENNES, 59

1901

Tous droits réservés

BX

812

• C65

V54

1901

SMRS

SCIENCE ET RELIGION

Études pour le temps présent

HISTOIRE ET LÉGENDE

DE LA

CONGRÉGATION

(1801-1830)

PAR

J. M. VILLEFRANCHE



PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL

B. BLOUD, Successeur

4, RUE MADAME ET RUE DE RENNES, 59

—
1901

Tous droits réservés

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Pie IX, sa vie et son histoire. 16^e édition. — 1 beau vol. in-8. Prix, 5 fr. ; *franco*. 5 fr. 50

Histoire de Napoléon III. — 2 beaux volumes in-8 avec portraits. 2^e édition. Prix : 8 fr. »
franco en gare la plus proche. 8 fr. 60

Histoire du général Chanzy. — 1 beau vol. in-8 avec portrait, 6^e édition. Prix : 4 fr. ; *franco* 4 fr. 50

Vie de Dom Bosco, fondateur de la Société salésienne. — 1 beau volume in-8, 16^e édition. Prix : 4 fr. *franco*. 4 fr. 50

Le P. Chevrier, fondateur de la Providence du Prado, 7^e édit. — 1 volume in-8. Prix : 3 fr. 50 ; *franco* 4 fr.

Dom Marie Augustin, marquis de Ladouze, premier abbé de N.-D. des Dombes. — 1 vol. in-8 écu, orné de trois gravures. Prix, 3 fr. ; *franco* 3 fr. 50

Dix grands Chrétiens du Siècle. *Donoso Cortès, O'Connell, Ozanam, Montalembert, de Melun, Dupont, Louis Veuillot, Garcia Moreno, de Sonis, Windthorst*. — 1 beau vol. in-8, orné de dix portraits. 5^e édition. Prix : 3 fr. 50 *franco*. 4 fr. »

Cinéas, ou le monde sous Néron. 2^e édition. — 1 vol. in-8 écu. Prix, 3 fr. 50 ; *franco*. 4 fr. »

Le Fabuliste chrétien, 16^e édition. — 1 vol. in-12 de 242 p. Prix 2 fr. ; *franco*. 2 fr. 25

Le Petit Fabuliste chrétien, édit. scolaire. 1 fr. 25

Fables, Contes et Ballades, 4^e édition, suivis de la **Frigolade**, 9^e édition. — 1 fort vol. in-8. Prix : 3 fr. 50 ; *franco*. 4 fr. »

La Russie contemporaine. — **Les Tsars du XIX^e siècle**. 1 beau volume in-8 orné de portraits. — Prix : 4 fr. ; *franco*. 4 fr. 50.

La Patrie, *aperçu philosophique et historique*. 1 vol. in-12. Prix, *franco*. 0 fr. 60

Le Concordat, qu'on l'observe loyalement ou qu'on le dénonce. In-12. Prix : 1 fr. »

Elisa de Montfort, l'Ange de la Tour, Deux Orphelines, etc., romans, chez Lethielleux, rue Cassette, Paris.

Photographies contemporaines, souvenirs et menus propos d'un vieux journaliste. Prix : 3 fr. 50

PRÉFACE

Rien n'égale la crédulité populaire ; rien, sinon parfois l'audace et l'impudence de ceux qui en abusent.

D'où vient ce double phénomène ? Faut-il, pour l'expliquer, admettre de la part du peuple une passion instinctive pour le mensonge ? Non ; le peuple est naturellement loyal. Bien loin de fuir la vérité, il l'aime, il la désire ; mais comme il n'a pas les moyens de la chercher par lui-même, trop souvent les pires ennemis de lui et d'elle lui font accepter à sa place les plus grossières inventions.

Tromper le peuple pour le mieux exploiter, l'abêtir s'il se peut pour l'asservir, telle est leur devise secrète, alors que leur devise extérieure, au contraire, est « Lumière, Progrès, Liberté ».

Il connaissait bien la nature humaine, cet enjôleur d'hommes, Napoléon I^{er}, qui disait que de toutes les figures de rhétorique la répétition est la plus puissante ; il la connaissait mieux encore, ce Voltaire qui écrivait à son ami Thiriot : « Le mensonge « n'est un vice que quand il fait du mal... C'est une « très grande vertu quand il fait du bien... Soyez « donc plus vertueux que jamais. Il faut mentir « comme un diable, non pas timidement, non pas « pour un temps, mais hardiment et toujours... « Mentez, mes amis, mentez, je vous le rendrai « dans l'occasion. » (Lettres de Voltaire à Thiriot, 18 et 21 octobre 1736.)

Adresse, audace et persévérance, avec ces trois qualités recommandées par Voltaire, le mensonge peut tout.

N'est-ce pas un phénomène psychologique étrange, inexplicable, que les préjugés accumulés, par exemple, contre les Jésuites ? Chez nombre de gens, même non complètement dépourvus de culture intellectuelle, quoiqu'on ne sache pas au juste ce que c'est qu'un Jésuite, on en a une peur instinctive, on leur attribue les maximes les plus per-

verses : « la fin justifie les moyens, etc. », et la puissance la plus colossale ; on leur suppose sinon des mines d'or dans leurs caves, au moins des liasses de billets de banque reliées en volumes dans leurs bibliothèques, et le don de magnétiser, d'hypnotiser les plus habiles hommes d'Etat rien qu'en les regardant. Et si vous demandez à ceux qui en parlent ainsi : Mais les connaissez-vous personnellement ces hommes terribles ? Etes-vous en relations avec un ou plusieurs d'entre eux ? — Non, vous sera-t-il répondu. On avouera même que, si l'on a rencontré des Jésuites, ils ont paru très inoffensifs ; mais sur leur Société, on sait ce que l'on sait, tout le monde le dit !.. Et la légende persiste, inébranlée.

Le Maître dont les Jésuites portent le nom l'avait prédit : « Heureux serez-vous lorsqu'ils auront dit de vous toute sorte de mal, mentant, à cause de moi, *mentientes, propter me*. Remarquez ces deux dernières conditions : il ne suffit pas qu'on dise « toute sorte de mal » contre les disciples de Jésus ; il faut qu'on le dise à cause de lui, et que ce soit un mensonge. Mais alors la béatitude devient complète.

Les Jésuites, sous ce rapport, furent comblés. Ils le sont encore.

Et, puisque c'est une béatitude, aucun d'eux peut-être n'a été aussi heureux que le bon Père Loriquet. On lui fit la réputation d'avoir écrit dans son *Histoire de France* (excellente, du reste, par la clarté, la juste sobriété et le sentiment chrétien et patriotique ; je n'en connais pas de meilleure pour les écoles : c'est le motif sans doute qui l'a fait interdire par l'Université ?) on lui fit, dis-je, la réputation d'avoir écrit des inepties comme celle-ci : « M. de Buonaparte, lieutenant-général des armées de Louis XVIII ». En vain a-t-on sommé cent et cent fois les journalistes qui lui reprochent cette phrase idiote de la montrer dans un exemplaire quelconque de son livre ; en vain M. de Montalembert apporta-t-il un jour à la tribune de la Chambre des Pairs les vingt et quelques éditions de Loriquet, en invitant à les feuilleter pour la découvrir ; la phrase introuvable n'en resta pas moins admise comme certaine, et l'on entend encore parfois non seulement des francs-maçons,

mais des catholiques dire à leurs contradicteurs : « Vous écrivez l'histoire à la façon de Loriquet ! »

Et cette autre ineptie imputée à un concile de Mâcon, qui, dans une religion où une femme trône comme la plus parfaite des créatures humaines, aurait posé et discuté sérieusement cette question : « Si les femmes ont une âme et si elles font partie du genre humain ? »

Et tant d'autres calomnies bêtes, réfutées par l'abbé Gorini et par d'autres vengeurs de la vérité ?

Mais on n'en finirait pas.

Je ne veux pourtant pas terminer cette introduction et aborder mon sujet sans rappeler un fait contemporain, que ceux de mes lecteurs qui approchent aujourd'hui de la cinquantaine, ou qui l'ont dépassée, ont pu constater *de auditu* : la rumeur répandue en 1870, que c'étaient les curés et les nobles qui avaient amené l'invasion, et que les curés et les nobles envoyaient de l'argent aux Prussiens.

Ici peut-être plus d'un lecteur plus jeune, ou devant qui le peuple ne cause pas à cœur ouvert, va m'arrêter et me dire : Voyons, parlez-vous sérieusement ? Tout le monde sait que les Prussiens sont protestants et nous catholiques, tout le monde sait que la défaite de la France en 1870 a achevé la spoliation des domaines du pape par les Piémontais, et qu'elle devait l'achever inévitablement puisque seuls, par leur présence à Rome, les soldats français empêchaient Victor-Emmanuel d'y entrer. Est-il donc possible qu'ont ait cru à cette plaisanterie des curés, des nobles et des Prussiens ?

Si, c'est possible ! C'est tellement possible qu'on y croit encore, au bout de trente ans. Je l'ai entendu répéter dix fois, en chemin de fer, et répéter avec conviction. Je pourrais vous citer, aux portes de la ville que j'habite (Bourg-en-Bresse), tel village dont les votes, de conservateurs qu'ils étaient, sont devenus radicaux pour ce motif, et pas pour un autre ; je pourrais vous nommer tels paysans (je dis *paysans* au pluriel, parce qu'il y en a des quantités), qui n'ont pas remis les pieds dans les églises, à cause de cette même ineptie. Du reste je l'ai entendue ailleurs : à Versailles, au Mans, à Grenoble, à Clermont-Ferrand.

Cela ne s'écrit pas ; rendons cette justice aux

journaux les plus anticléricaux que jamais ils n'ont osé donner un corps et une forme précise aux accusations contre les curés pourvoyeurs des Prussiens. Jamais non plus ils ne les ont démenties, quelques invitations qui leur en aient été faites par les feuilles catholiques s'adressant à leur loyauté. Ils en profitent et ils laissent faire. Cela s'est colporté de cabarets en cabarets et de marchés en marchés sur un mot d'ordre des Loges.

C'était, du reste, la même chose déjà en 1814 et 1815. Rien de nouveau sous le soleil. Des vieillards se rappellent qu'alors, comme en 1870, « les curés et les nobles attiraient l'ennemi en France ». Mais en 1815 la calomnie pouvait alléguer une ombre de vraisemblance. La chute de Napoléon I^{er} rendit la liberté à Pie VII, prisonnier à Fontainebleau, et ceux des nobles qui se faisaient illusion sur la profondeur de la Révolution pouvaient espérer que les Bourbons leur rendraient leurs privilèges. Mais, en 1870, comment alléguer rien de semblable ? Loin d'être délivré par la chute de Napoléon III, Pie IX y a perdu sa liberté. Quant aux nobles, ne les a-t-on pas vus, dans l'année fatale, oublier leurs griefs, leurs rancunes, et se faire tuer aux premiers rangs pour refouler l'invasion allemande ?

L'intervalle de temps qui s'écoula entre les deux Napoléon fut marqué par l'exploitation d'une autre calomnie, moins populaire et plus bourgeoise, celle-là, plus littéraire, d'une sottise qui sautait moins brutalement aux yeux et qui eut les journaux pour la formuler et la répandre ; il s'agit de la nature occulte et de l'influence prétendue omnipotente de ce qu'on appelait la Congrégation.

Qu'était-ce au juste que la Congrégation ? Quelle part avait-elle dans la direction des affaires publiques ? D'où sortait-elle et comment finit-elle ? C'est ce que nous allons essayer de dire, d'après les documents les plus sûrs.

LA CONGRÉGATION

SON HISTOIRE ET SA LÉGENDE

CHAPITRE PREMIER

DE LA FONDATION A LA PREMIÈRE DISPERSION

La Congrégation est un de ces mots-fantômes qui épouvantent le vulgaire ; une de ces institutions mystérieuses, un de ces faits vagues, imprécis dont chacun parle sans les connaître au juste et qui troublent jusqu'aux hommes sincères et honnêtes. Ainsi, à chaque instant, dans les journaux, dans les conférences publiques, n'entendons-nous pas parler de la Congrégation comme d'une puissance politique réelle ayant servi effectivement jadis de contre-poids à la Franc-Maçonnerie, de contre-mine aux entreprises souterraines des Carbonari ?

« La Congrégation, s'écriait M. de Montlosier en la dénonçant en 1826, comme un péril pour la monarchie, la Congrégation, c'est tout à la fois une assemblée pieuse d'anges, un sénat de sages, un foyer d'intrigues et un cénacle de démons. » La bizarrerie de ces définitions contradictoires appelait elle-même un commentaire explicatif ; mais l'écrivain se déclarait incapable de le fournir, confessant ainsi ingénument, dès la première page, son ignorance du sujet qu'il abordait : « Cette puissance mystérieuse qui, sous le nom de Congrégation, figure sur la scène du monde, me paraît aussi confuse dans sa composition que dans son objet, dans son objet que dans son origine. »

Alors de quoi vous mêlez-vous, ô nuageux dénonciateur ? aurait-on pu lui répondre. Eclaircissez d'abord vos propres idées avant de cher-

cher à éclaircir les nôtres ; précisez vos propres informations, vous nous renseignerez ensuite.

Mais la passion cherche tout autre chose que la lumière. En dépit des obscurités de M. de Montlosier, ou peut-être à cause d'elles, son livre émut l'opinion publique, les Chambres, les tribunaux ; il eut dix éditions consécutives et l'auteur fut, pendant six mois, l'écrivain le plus lu, le plus discuté de Paris et de la province. C'était là le résultat premier à atteindre. M. de Montlosier était devenu le grand homme du jour. Il n'avait toujours pas dit ce que c'était que la Congrégation, mais il n'en avait cure.

Rien pourtant n'est plus connu, ni plus facile à définir qu'une Congrégation, pour la plupart des personnes ayant été élevées dans un collège catholique ou petit séminaire, ou dans une institution catholique de jeunes filles. Là, à peu près partout, existent des Congrégations, et elles sont un choix des élèves qui, sous l'œil des maîtres ou maîtresses, se réunissent dans le but de se fortifier mutuellement dans la vertu. Congrégation des Saints Anges pour commencer, ensuite Congrégation de la Sainte Vierge, puis quelquefois sous d'autres noms, initiation plus élevée et plus confidentielle, c'est une gradation habilement imaginée pour exciter la curiosité, l'émulation, le progrès indéfini, et il en résulte des merveilles dans les jeunes âmes.

La première Congrégation de collège fut imaginée en 1560, par un Père Jésuite du Collège Romain. On l'appela *Prima primaria*, car bientôt d'innombrables congrégations se créèrent sur le même modèle et s'y affilièrent.

Eh bien, la fameuse Congrégation dénoncée par Montlosier ne fut pas autre chose qu'une de ces congrégations de collège, mais transportée au milieu du monde.

C'était à l'aurore de ce XIX^e siècle qui se couche au moment où nous écrivons. Que de ruines il avait à réparer après les sanglantes catastrophes

du précédent ! Il les a réparées sur certains points, mais aggravées sur d'autres. Laissons de côté le point de vue national : là, en dépit des orgueilleuses promesses de 1789, il nous a été nettement funeste et a détruit la suprématie politique et intellectuelle de la France. Mais au point de vue social et religieux, il fut un progrès et il fut un recul : un progrès dans les classes cultivées, un recul dans les masses populaires. Celles-ci, en effet, il y a cent ans, subirent les proscriptions de la Terreur plus qu'elles ne s'y associèrent. Restées croyantes, elles réagirent même en beaucoup d'endroits. La noblesse et la haute bourgeoisie, classes réellement dirigeantes alors, étaient seules voltairiennes.

Un mouvement de bascule s'est produit dans le cours du XIX^e siècle. Les hautes classes furent purifiées par le malheur : elles ont, en général, retrouvé la foi ; seulement, noyées dans le suffrage universel, elles ne dirigent plus rien. Par contre, le peuple a presque complètement cessé de croire. Le XIX^e siècle entra dans l'existence avec une société saine en bas, viciée en haut ; le XX^e y entre avec une société viciée en bas, saine en haut. Et s'il survenait une nouvelle Terreur, l'innocence proscrire trouverait moins d'asiles qu'en 1793. Que sera-t-elle, cette étape nouvelle de l'humanité ? Rappelons-nous le proverbe espagnol : « C'est par la tête que pourrit le poisson », et le proverbe latin : « *Regis ad exemplum totus componitur orbis* ; à l'exemple du roi tout le monde se conforme. » Peut-on espérer que l'assainissement de la tête gagnera tout le corps ?... Dieu seul connaît l'avenir. Quant à nous, arrêtant là nos hypothèses et renonçant à comparer ce qui s'en va avec ce qui arrive, bornons-nous à constater que si la régénération morale accomplie sous nos yeux dans l'aristocratie française est due surtout aux congrégations religieuses enseignantes, la Congrégation laïque dont nous allons parler, la Congrégation des hommes du

monde y contribua aussi, dans une modeste mais incontestable mesure.

Elle fut fondée à Paris le 2 février 1801, en la fête de la Purification, par un vieillard, ancien jésuite sécularisé malgré lui lors de la suppression de son ordre, et par six jeunes gens, tous étudiants en droit ou en médecine.

Le vieillard s'appelait le P. Delpuits. Il avait réuni les jeunes gens dans son salon transformé en chapelle, avec autorisation de l'archevêque de Paris. Après l'élévation, les jeunes gens : MM. Régis Buisson, François Régnier, Louis Gondret, Joseph Perdreau, Auguste Périer et Charles Frain de la Villegontier vinrent s'agenouiller au pied de l'autel et, chacun à son tour, y prononcèrent en latin la formule solennelle et traditionnelle des Congrégations, formule approuvée par le Saint-Siège :

« Sainte Marie, Mère de Dieu, moi (ici les nom et prénoms), je vous choisis aujourd'hui pour ma maîtresse, ma patronne et mon avocate, et je me propose fermement et vous promets de ne jamais vous abandonner, de ne jamais rien faire ou dire contre votre honneur et celui de votre divin Fils, ni permettre que rien soit fait ou dit contre ce même honneur par ceux qui dépendent de moi ; je vous en supplie donc, recevez-moi comme votre serviteur à jamais, soyez-moi présente en toutes mes actions, et surtout ne m'abandonnez pas à l'heure de la mort. Ainsi soit-il. »

Il est connu maintenant, ce secret plein d'horreur, et la voilà dévoilée la grande conspiration congréganiste ! Pour être admis à en faire partie, il fallait, d'après le règlement, être catholique, avoir fait sa première communion, jouir d'une réputation intacte sur la probité, les mœurs et l'assiduité aux devoirs du culte catholique ; jouir aussi dans son état de cette sorte d'estime que les habitudes connues de la vie procurent ordinairement. Il était nécessaire aussi de demander

son agrégation, d'être présenté par deux confrères et de faire, avant de l'obtenir, un *postulat* ou stage permettant de bien connaître à quoi l'on s'engageait. L'esprit de la Congrégation était celui de fidélité à tous les devoirs, et sa devise, celle de la charité : « *Cor unum et anima una*, un seul cœur et une seule âme. »

Toute société, pour fonctionner avec ordre, exige une hiérarchie. On nomma un président, ou préfet, un secrétaire et un trésorier. Plus tard, quand la société, plus nombreuse, fut obligée de se fractionner, on adjoignit au préfet deux assistants. Les réunions se tenaient le dimanche soir, tous les quinze jours. La cotisation était de trois francs par an ; cette somme suffisait aux frais du culte, et comme une association amicale de prières et d'édification n'avait pas d'autres besoins, on n'admettait pas de versement plus fort. Un jour qu'un congréganiste voulait laisser vingt francs au trésorier, le Père Delpuits l'obligea à accepter la monnaie de sa pièce, par esprit de pauvreté et d'égalité. De bonne foi, à qui fera-t-on croire qu'elle eut des visées politiques, cette société qui s'interdisait ainsi d'amasser les ressources d'argent, qui sont le plus puissant moyen d'action sur les hommes ?

On commençait les séances par la lecture de la vie des saints ; après quoi le Père directeur faisait l'appel, donnait des avis et prononçait une allocution, généralement sur l'évangile du jour ; ou bien un des membres de la réunion lisait une conférence rédigée par lui sur un sujet de morale ou de religion.

On a conservé les nombreux manuscrits de ces conférences ; plusieurs seraient dignes de l'impression ; il y en a du docteur Laënnec, de MacCarthy, de MM. de Monmerquié, Charles de Breteuil, Alexis de Noailles, etc.

Les membres se visitaient en cas de maladie et lorsqu'un d'eux venait à mourir, non seulement on se faisait un devoir de l'accompagner au

champ du repos, mais un de ses confrères réunissait les traits édifiants de sa vie et en composait une notice qu'on lisait publiquement.

Les fêtes patronales étaient celles de la Purification et de l'Assomption. Ces jours-là le préfet, un cierge à la main, renouvelait, au nom de tous, la consécration à la Mère de Dieu.

Le vicomte Armand de Melun a retracé dans ses *Souvenirs* ses impressions sur une réunion à laquelle il assista, bien jeune encore et par hasard :

« Il y avait aussi, chez le prince-abbé de Rohan, des réunions dont je ne faisais pas partie. Introduit néanmoins une fois dans ce cénacle, je fus un peu saisi de voir tant de monde à genoux. L'abbé de Rohan récitait, pour terminer la séance, une prière à laquelle toute l'assistance paraissait s'associer avec ferveur. La prière dite, chacun salua et sortit. Resté seul avec lui, je lui demandai quelle assemblée il venait de présider. « Vous venez de voir, me dit-il, cette Congrégation dont on dit tant de mal. Je ne vous ai pas proposé d'en faire partie, parce que votre esprit critique et raisonneur s'accommoderait mal de l'obéissance que nous demandons à nos associés et des pratiques auxquelles il faut qu'ils s'engagent. Mais je regrette que vous n'ayez pas assisté à la séance entière. Vous auriez vu là des hommes, presque tous jeunes, réunis pour s'édifier, se soutenir contre le respect humain, mettre en commun leurs bonnes œuvres et leurs prières, en dehors de toute préoccupation politique, d'intérêt personnel et de vues d'ambition. »

Est-il étonnant qu'une association pareille attirât à elle l'élite de la jeunesse laborieuse des écoles ? Parmi les six premiers adhérents se trouvaient un médecin lyonnais plein d'avenir, Régis Buisson, cousin et collaborateur de Bichat et publicateur de ses œuvres, et un médecin d'âge presque mûr, Charles Fraïn de la Villegontier, qui, sous la Terreur, avait parcouru en apôtre les

prisons de la République et bien souvent la nuit, après une journée passée auprès des malades des hôpitaux, avait quitté Paris pour aller donner ses soins à des prêtres déguisés, cachés dans les bois ou les villages, sous le coup d'arrestations qui, pour eux, étaient le prélude de l'échafaud.

Les premières recrues furent ensuite :

Venant de l'Ecole de médecine : le breton Louis Fizeau qui, avant de faire ses études médicales, avait été artilleur dans l'armée vendéenne ; le docteur Savary qui venait d'obtenir le premier prix au concours de médecine (1800) et qui, au dîner officiel donné à cette occasion par le ministre de l'intérieur (Quinette, conventionnel et régicide), n'avait pas craint de se poser en catholique, en refusant de manger de la viande un jour d'abstinence ; le docteur Tilorier ; enfin l'illustre Laënnec, plus tard professeur au collège de France et qui a laissé son nom à un des hôpitaux de Paris.

De l'Ecole de droit une demi-douzaine d'étudiants des plus distingués, amenés par François Régnier, un des membres fondateurs.

De l'Ecole polytechnique : le dauphinois Paul-Emile Tesseyre, le plus jeune et l'un des plus brillants élèves de sa promotion (1805, il avait 16 ans), bientôt répétiteur à la même école où il maintint ou ramena dans le droit chemin des multitudes de jeunes gens, plus tard encore élève de Saint-Sulpice et prêtre ; Jean du Plessis, mort à 21 ans ; Vuillet et Bailleul qui, ayant reçu du professeur académicien Andrieux, comme sujet de composition littéraire, « Galilée dans les cachots de l'Inquisition », eurent le courage de réfuter l'opinion courante sur ce point d'histoire (1).

(1) Andrieux ne put s'empêcher de déclarer à l'amphithéâtre que leur travail devait compter parmi les mieux faits, mais en même temps il les dénonçait à l'indignation de leurs camarades comme apologistes des *brûleurs*. Toutefois, comme il négligeait de faire connaître cette dissertation qu'il traitait de lanatique et qu'il se bornait à envoyer à Vuillet et à Bailleul les plus pitoyables observations, des curieux se pro-

Des rangs de la vie mondaine deux cousins, le duc Mathieu et le marquis Eugène de Montmorency-Laval, dont le premier au moins mérite une mention à part, car il devait être deux fois préfet de la Congrégation (1810, 1818), avant d'être ambassadeur et ministre.

Le duc Mathieu de Montmorency avait 41 ans déjà lorsqu'il vint (21 décembre 1801) mêler intimement sa vie à celle de la Congrégation. A 20 ans il avait fait en Amérique sa première campagne, dans le régiment d'Auvergne dont son père était colonel. Il en avait rapporté bien des illusions et, sans cependant afficher dans sa conduite le mépris des principes traditionnels dans sa famille, il s'était laissé éblouir par le *Contrat social*. Membre de l'Assemblée constituante, il fut des plus empressés à voter l'abolition de la noblesse et le nivellement social ; bien plus, lui, descendant du premier baron chrétien, il ne craignit pas d'approuver la translation des restes de Voltaire et de Rousseau dans l'église dédiée à sainte Geneviève. Son dévouement à la Révolution ne le mit pas à l'abri des fureurs des clubs et il dut, pour sauver sa tête, se réfugier en Suisse.

La mort de son jeune frère, l'abbé de Laval, guillotiné le 14 juin 1794, lui ouvrit les yeux et, dans la catastrophe générale de tout ce qu'il avait aimé, il reconnut qu'il s'était trompé. Généreux dans sa conversion comme il avait été sincère dans la poursuite des chimères d'égalité absolue et de liberté sans Dieu, il orienta aussitôt sa vie vers un but qui fut une réparation. Il ne se rap-

curèrent le manuscrit incriminé. Celui-ci prit l'attrait du fruit défendu et circula bientôt de main en main. La netteté de la thèse, appuyée sur des documents historiques irréfutables, satisfait promptement ces jeunes esprits mal informés mais dépourvus de parti pris. La fougue même de leur âge et de leur sincérité les fit passer, sans transition, de l'insulte à l'estime : changeant de direction, les railleries allèrent frapper en pleine poitrine l'auteur du *Meunier sans souci*, et l'on raconte que la philosophie du poète professeur fit mauvaise contenance en cette occasion.

pela plus les triomphes de sa brillante jeunesse que pour les effacer par les bonnes œuvres et justifia pleinement les paroles de saint Ambroise : « Sa faute lui est commune avec beaucoup d'autres, mais l'aveu qu'il en a fait a peu d'imitateurs : cette faute a été l'effet de la corruption de la nature : la réparation est le fruit et la récompense de la vertu. »

Après avoir rempli, sous la Restauration, les plus hautes fonctions dans l'État, après avoir édifié le monde par son chevaleresque désintéressement comme jadis par ses illusions généreuses et sa promptitude à réparer ses erreurs, Mathieu de Montmorency mourut le jeudi saint, 24 mars 1826, en priant au tombeau dressé dans sa paroisse (Saint-Thomas d'Aquin, à Paris). Il était venu se prosterner au pied de la Croix ; à peine agenouillé il chancela, perdit connaissance ; on le releva, il n'était plus. Quelle belle mort pour le dernier représentant direct de la plus noble famille de France (à part la famille royale), pour un chrétien et pour un congréganiste ! Rien de plus touchant, de plus honorable pour cette époque si divisée que l'unanimité des regrets à ses funérailles. Tous les partis semblèrent se réconcilier un instant pour admirer ses vertus et reconnaître la source élevée où il les avait puisées.

Il y avait aussi, dans la Congrégation, quelques employés des ministères et quelques-uns, en petit nombre, du commerce ou de l'industrie. Bref, l'élan religieux était donné. Les Congréganistes étaient les plus assidus non seulement à Saint-Sulpice, autour de la chaire de l'éloquent abbé de Frayssinous, mais chacun aux offices de sa paroisse. La présence d'un homme dans une église était malheureusement assez rare pour que l'assistance recueillie de ces jeunes gens fut à elle seule une éloquente prédication. Dans une lettre à sa mère, Tesseyre racontait avec quelle joie il avait escorté le Saint Sacrement en grand uniforme de polytechnicien, un cierge à la main.

« On me prenait au moins pour un général d'armée », ajoutait-il. Dans une autre lettre, il exposait les fruits merveilleux, inespérés, des Conférences de Saint-Sulpice (qui furent transférées à Notre-Dame).

A la fin de 1804, le pape Pie VII vint en personne sacrer à Paris le jeune héros qui avait rétabli le culte public. La France entière se porta au devant du Pontife. « Nous l'avons traversée au milieu d'un peuple à genoux », disait Pie VII, en arrivant le 25 novembre à Fontainebleau ; on ne se rassasiait pas de voir le pape et d'implorer sa bénédiction.

Naturellement, dans ce brillant accueil, les jeunes gens que réunissait le Père Delpuits furent au premier rang. Leur nombre atteignait déjà cent quatre-vingt. L'un d'eux, Maximilien Séguier, qui portait dignement un des grands noms de la magistrature (et qui fut plus tard préfet dans plusieurs départements), lut au Pape, à Saint-Sulpice, une adresse en latin dont Pie VII fut charmé : « *Nihil mihi jucundius fuit* », répétait-il plusieurs fois. Le Père Delpuits profita de la circonstance pour solliciter une faveur spéciale : « Que Votre Sainteté daigne m'accorder, disait-il dans sa supplique, de pouvoir admettre les congrégations de province à s'unir à celle de Paris, et les faire participer aux faveurs spirituelles concédées par les Papes aux anciennes congrégations établies depuis si longtemps dans les maisons de la Compagnie de Jésus. » Le pape accorda avec empressement tout ce qu'on lui demandait.

Les années qui suivirent continuèrent le développement de l'œuvre. Au nombre des congréganistes admis à cette époque se trouvent des jeunes gens portant les plus beaux noms de France ; il est vrai que par une fatalité qui fut une véritable épreuve, la mort moissonna largement parmi eux ; le jeune comte Henri de Rivière, Timothée de Saint-Wulfranc, le duc Maximilien de Béthune-Sully, dernier descen-

dant du grand Sully, le vicomte Alfred de Noailles et plusieurs autres payèrent tribut soit aux guerres cruelles et incessantes, soit aux épidémies qui en étaient parfois la suite.

Les congréganistes se faisaient un devoir non seulement de se visiter entre eux quand ils étaient malades, mais de faire revivre les œuvres charitables détruites par la Révolution. Les prisons et les hôpitaux étaient le théâtre de leur apostolat. Ils faisaient ainsi le rude mais salubre apprentissage de la vie en sondant les plaies de la société, et si Dieu réservait dans la suite à leur action un champ plus vaste, rien n'était plus digne d'admiration que les débuts modestes de jeunes gens, remplissant avec amour une mission rendue plus particulièrement nécessaire par la rareté des prêtres.

La Congrégation reçut, en 1808, un homme éminent qui allait être son édification et sa gloire et qui mérite, comme le duc de Montmorency, une notice spéciale : Augustin Cauchy.

Fils de Louis Cauchy, avocat au Parlement de Normandie avant la Révolution, et secrétaire général du Sénat sous Napoléon I^{er}, Augustin-Louis Cauchy, né à Paris en 1789, était l'aîné de trois frères qui tous furent des hommes distingués et d'intrépides chrétiens. Le second, Alexandre, mourut conseiller à la Cour de cassation ; le troisième, Eugène, fut maître des requêtes au Conseil d'État. Augustin les amena tous les deux à faire partie de la Congrégation : Alexandre en 1816, Eugène en 1822.

Tout enfant, Augustin Cauchy avait été deviné par Lagrange qui, dans une soirée chez son père, dit à plusieurs savants qui l'entouraient : « Remarquez ce garçon ; s'il vit, il nous éclipsera tous ; on ne devrait pas lui laisser toucher un livre de géométrie avant dix-sept ans. » Mais il ne paraît pas que cette recommandation ait beaucoup impressionné le père, car à seize ans Augustin fut admis le second à l'École polytechnique. Il

entra le premier à l'École des ponts et chaussées. Il en sortit le premier encore et fut attaché à la direction des immenses travaux de la digue de Cherbourg.

A vingt-sept ans, déjà illustre par ses découvertes mathématiques, il entra à l'Académie des sciences. Professeur à l'École polytechnique, à la Sorbonne et au Collège de France, à l'âge où tant d'hommes achevent à peine leurs études, il montra un caractère égal à son génie par sa fidélité politique, en 1830, en brisant sa carrière administrative par le refus d'un serment qui répugnait à ses convictions. Plus tard, en 1852, Napoléon III s'honora en le dispensant du serment, ainsi qu'Arago ; et il mourut, chose rare en notre siècle tourmenté, avec la gloire d'avoir été l'homme d'un seul serment. De 1830 à 1848, il n'occupa aucune chaire officielle, mais fut un des précepteurs du duc de Bordeaux. Ses loisirs profitèrent largement à la science ; il publia plus de cinq cents mémoires admirés du monde entier, et se fit un nom, non seulement, comme mathématicien, mais comme philosophe, linguiste et littérateur ; dix-huit académies ouvrirent successivement leurs portes à son incomparable renommée.

L'illustre Biot, son confrère à la Congrégation (la même année que lui, 1808) et son digne collègue à l'Académie, a porté sur lui ce jugement : « Augustin Cauchy offre dans sa vie un exemple complet de la vertu chrétienne unie aux plus hautes facultés de l'intelligence ; il a été l'un des géomètres les plus éminents que la France ait produits, et son caractère personnel ne fut pas moins admirable que son génie mathématique. »

Telle était l'indépendance de caractère d'Augustin Cauchy et son mépris du respect humain que, dès le premier jour où il arriva à l'École polytechnique, il se mit à genoux au pied de son lit pour faire sa prière du soir. Ce fut une stupeur parmi ses camarades. Des âmes fortes

s'émurent et, dans leur commisération pour un malheureux qui perdait en patenôtres son temps et sa jeunesse, écrivirent à sa mère. L'idée était originale; on aurait bien dû se douter qu'il tenait sa piété de sa mère. Celle-ci néanmoins crut devoir lui conseiller un jour la prudence. La réponse du fils est remarquable par la dignité, la sagesse, la fine et sereine raillerie à l'égard des « dénonciateurs ». Elle est datée de Cherbourg, alors qu'il s'y trouvait comme ingénieur; elle est bonne à reproduire, au moins en partie, comme réfutation des sottises qui assaillent tout jeune homme ayant des convictions religieuses et les pratiquant :

« ... Je vous remercie beaucoup de me faire part de tout ce que vous entendez dire sur mon compte à Paris, soit en bien, soit en mal...

« On dit que la dévotion me fait tourner la tête. Quelles sont les personnes qui disent cela ? Ce ne sont pas celles qui ont beaucoup de religion; celles-ci ne m'en ont parlé que pour m'encourager à persister dans ma ligne de conduite, et tout ce qui m'a été rapporté à ce sujet ne me prouve pas qu'elles me blâment..... Quant aux personnes qui n'ont point de religion, j'ai résolu de ne leur en parler jamais le premier; je me contente de leur répondre, quand elles veulent m'attaquer sur ce point. Ainsi, quand je suis arrivé à Cherbourg, M. X... s'avisa de me dire, en parlant des devoirs religieux, que je me corrigerais bientôt de tout cela. Je lui répondis, sans me fâcher, que lorsqu'on faisait le mal, on pouvait bien se corriger, et je lui demandai quel mal il trouvait dans ma conduite. Après avoir vu échouer quelques plaisanteries de ce genre, ce monsieur a fini par me faire beaucoup de politesses et ne me plus parler religion... Il peut se faire que quelque philosophe se soit avisé de dire que la religion me ferait tourner la tête, et je me félicite sincèrement que, dans un pays où l'on fabrique tant de nouvelles et où quelques per-

sonnes s'occupent de médire du matin au soir, on ne m'aït point encore fait d'autres reproches. Et qu'y a-t-il en effet dans la religion qui soit propre à faire tourner la tête ? Serait-ce d'assister aux offices divins, de s'approcher plusieurs fois l'année des Sacrements ? Je ne le pense pas, et la plus grande obligation que je puisse vous avoir est de m'avoir élevé de bonne heure dans ces saints exercices. Grâces soient rendues à vous, mes chers parents, qui ne m'avez jamais donné que de bons conseils à suivre, que de bons exemples à imiter ! Grâces à Dieu, qui m'a fait naître de parents si chrétiens et m'a donné tous les moyens de le servir ! Et si j'ai quelque chose à Lui demander, c'est de fortifier en moi le sentiment religieux qu'il y a placé, de détacher de plus en plus mon cœur de l'amour des créatures pour ne l'attacher qu'à Lui ; de me pardonner toutes mes fautes ; et après m'avoir comblé de ses grâces sur la terre, de m'admettre avec vous à l'héritage céleste dans la société des saints. Je ne vois rien dans tout cela qui puisse me faire tourner la tête, et je sens, au contraire, que si je venais à perdre le don sacré de la foi, c'est alors que mon âme, ne sachant plus ce qu'elle doit craindre ni ce qu'elle doit espérer, inquiète et incertaine sur l'existence d'une autre vie, se promènerait inutilement sur tous les objets qui l'environnent, sans pouvoir se reposer dans l'avenir...

« ... En voilà bien long sur ce sujet, mais je tenais à vous prouver que je n'ai pas perdu la tête. Si vous en voulez une autre preuve, c'est que je vous aime toujours autant et que je reste conséquent avec moi-même en vous embrassant de tout mon cœur.

« Votre fils,

« A. CAUCHY. »

Très peu de temps après Augustin Cauchy, en 1809, la Congrégation reçut l'abbé Philibert de Bruillard, déjà prêtre depuis longtemps, et qui

fut nommé, l'année suivante, curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, puis, en 1825, évêque de Grenoble, où il mourut en 1860, dans sa quatre-vingt-seizième année.

L'abbé Philibert de Bruillard avait été un des « enfants perdus » de la milice sacerdotale pendant la Terreur, un de ces confesseurs intrépides qui allaient, sous des déguisements de toutes formes, baptiser et instruire les enfants, porter les derniers sacrements aux mourants. Mêlés à la foule, le long des rues qui conduisaient à l'échafaud, et ne se distinguant que par quelque signe convenu, lorsque passait devant eux une funèbre charrette chargée de victimes, ils prononçaient sur les têtes qui s'inclinaient la formule du suprême pardon. A Paris, ce service, d'un genre inouï depuis le temps de Dioclétien, était régulièrement organisé. Sept ecclésiastiques en étaient chargés ; chacun avait son jour dans la semaine. L'abbé Philibert de Bruillard était de service le mercredi ; et tant que dura le régime jacobin, les initiés le virent chaque mercredi à son poste de combat si glorieux, mais si exposé.

Nous ne saurions non plus oublier, parmi les recrues de la même époque, le vicomte Charles de Lavau, plus tard préfet de police et conseiller d'Etat ; Gabriel et Adrien Bauchet ; Antoine de Ponton d'Amécourt, employé aux Contributions indirectes, aîné de trois frères qui le suivirent.

Mais déjà, après le rétablissement momentané de la liberté religieuse, les espérances d'une longue paix s'étaient évanouies. Les Articles organiques, ajoutés subrepticement au Concordat par l'Empereur et maintenus malgré les réclamations de Pie VII, avaient amené un refroidissement qui ne fit que s'accroître par le refus du Pape de fermer ses ports aux Anglais. L'orgueil immense de Napoléon, surexcité par des succès inouïs, ne lui permettait plus de voir dans le monde que lui-même, sa puissance sans bornes, sa sagesse infaillible, sa volonté brisant

tout ce qui ne pliait pas. Il finit par spolier le Pape, le fit enlever de Rome par ses gendarmes et l'enferma à Savone.

Que pouvait faire le captif pour se défendre ? Il n'avait que des armes spirituelles. Il y eut recours ; il excommunia l'Empereur.

Celui-ci riait de ses traits sans portée : *telum imbellè sine ictu*. « Est-ce que son excommunication va faire tomber les armes des mains de mes soldats ? » écrivait-il à son beau-fils, le prince Eugène. Et les flatteurs d'applaudir. La sécurité et le mépris étaient d'autant plus grands qu'on jugeait facile de dérober aux populations jusqu'au fait même de l'excommunication et à l'existence de la bulle redoutée, au fond, plus qu'on n'osait se l'avouer. Tous les journaux et les correspondances postales étaient entre les mains de l'Empereur.

Aussi quelle surprise et quelle colère lorsqu'on apprit que la bulle circulait en copies manuscrites ! Elle avait été secrètement apportée de Savone à Lyon, à MM. Franchet d'Espéry et Bertaud du Coin ; elle parvint à Paris par le marquis Eugène de Montmorency, qui la cacha dans ses bottes afin de dépister la police. Ces trois jeunes hommes étaient congréganistes. Trois de leurs confrères et de leurs complices, dont Alexis de Noailles, furent arrêtés. Naturellement ils demeurèrent muets, et l'on ne put rien savoir par eux. On se vengea sur les associations religieuses en général. Les missionnaires furent impitoyablement proscrits ; les vertus et les services rendus furent impuissants à défendre les Sœurs de charité elles-mêmes ; la communauté de Saint-Sulpice fut dissoute ; une douzaine de petits séminaires, jusque dans le diocèse qui avait pour archevêque le cardinal Fesch, oncle de l'Empereur, furent fermés (1) ; un décret

(1) Le petit séminaire de l'Argentière (Rhône), et le collège des Pères de la Foi, à Belley (Ain), où Lamartine venait d'achever ses études.

impérial supprima « tous les établissements connus sous le nom de Congrégations de la Sainte Vierge ». Ce texte constituait un nonsens ou une absurdité, car il n'y avait nulle part de Congrégations de la Sainte Vierge formant par elles-mêmes des établissements, et à peu près tous les établissements religieux ou ecclésiastiques, instruisant des jeunes gens ou des jeunes filles, possédaient des Congrégations. Mais allez donc discuter avec la police impériale !

La Congrégation du P. Delpuits cessa de se réunir. Le 10 septembre 1809, après la messe, le vénéré fondateur annonça à ses enfants cette dure nécessité. Accablé par l'âge et les événements, il les recevrait encore, leur dit-il, mais en particulier. Bientôt la dispersion parut définitive et irrémédiable : le P. Delpuits termina par une mort douce et radieuse sa carrière d'apôtre, le 15 décembre 1811.

La nouvelle de cette mort reconstitua la Congrégation pour un jour : le cercueil de l'humble prêtre traversa Paris, escorté d'une foule considérable de jeunes hommes qui témoignaient leur douleur par leur tristesse, et qui suivaient, non en causant entre eux comme c'est trop souvent l'usage, mais en priant pour le défunt. Après un service à Notre-Dame (M. Delpuits était chanoine honoraire), on se dirigea vers le petit cimetière de Clamart, au faubourg Saint-Marceau, non loin du Jardin des Plantes.

La modeste tombe du vieux prêtre a été détruite, quarante ans plus tard, par le percement du boulevard Saint-Michel. Tant qu'elle exista, bien des congréganistes vinrent s'y agenouiller ; mais aucune révolution, aucune amélioration de la voirie parisienne ne sauraient abolir la mémoire d'un homme de bien tel que le fondateur de la Congrégation.

CHAPITRE II

LES ANNÉES PROSPÈRES

Pendant les dernières années de l'Empire, la Congrégation officiellement dispersée, ne laissa pas de se réunir de temps à autre, sous la présidence tantôt de deux de ses membres, les abbés Philibert de Bruillard et Tesseyrre, tantôt d'un nouvel ami qui, sans s'enrôler positivement dans ses rangs, accepta de courir les risques de cette réunion. C'était l'abbé Legris-Duval, et il était coutumier des actes téméraires de dévouement.

Lors de l'exécution de Louis XVI, craignant que l'auguste condamné ne fût privé des secours de la religion, il s'offrit pour l'assister et, le 20 janvier 1793, se présentant à la terrible Commune de Paris : « Citoyens, dit-il, je suis prêtre ; ayant appris que Louis est condamné à mort, je me mets à sa disposition et à la vôtre, je vous demande de lui faire connaître ma proposition. » On peut juger de l'étonnement des membres de la Commune ; stupéfaits, ils répondirent cependant qu'on allait en délibérer. Plusieurs heures d'attente s'écoulèrent, pleines d'angoisses. L'abbé Legris-Duval, voyant la nuit venir, appela de nouveau l'attention sur sa demande. Un des membres, soupçonneux, ordonna de le fouiller. Un autre voulait le faire emprisonner sur l'heure, mais un troisième ayant fait savoir que « le tyran avait déjà retenu un confesseur », l'abbé, rassuré sur le sort religieux du roi, mais non sur sa propre sécurité, s'esquiva sans en demander davantage, à la faveur des ombres croissantes.

Ainsi il associa son nom à celui d'Edgeworth de Firmont, qui remplit, dans la funèbre journée du 21, une si noble tâche. Il s'était trouvé deux prêtres pour exposer ainsi leur vie à un danger certain, dans un moment où la peur, sous le nom de prudence, opprimait toutes les énergies.

L'abbé Legris-Duval parvint ensuite à se soustraire à tous les dangers en changeant constamment d'asile ; mais dès 1795, il fit une déclaration publique de son caractère sacerdotal et de son intention d'en remplir les devoirs, et il se donna depuis lors à quiconque faisait appel à lui.

L'année 1813 et le commencement de 1814 s'écoulèrent dans le silence, au milieu d'une morne tristesse. Les désastres de la campagne de Russie, la levée de deux classes au lieu d'une pour le service militaire en une même année, atteignaient toutes les familles. D'autre part, loin de se ralentir, la persécution religieuse s'accroissait. On salua donc comme une délivrance la chute du despote, en dépit du morcellement de la patrie, et lorsque les Bourbons, dont tout le monde avait oublié l'existence, se révélèrent en débarquant sur plusieurs points du territoire, et en devançant ainsi les alliés qui étaient loin de les désirer et qui jamais ne les eussent appelés, ce fut dans toute la France d'abord une surprise, ensuite un soulagement et une allégresse universelle. Le retour de la paix et de la liberté, bienfaits inconnus depuis tant d'années, voilait momentanément l'éclipse de la gloire.

Les congréganistes reprirent publiquement leurs séances le lundi de Pâques, 11 avril 1814, dans une salle des Missions étrangères. Charles de Breteuil, Mathieu de Montmorency, Nicolas Emmery, François Régnier, les derniers préfets d'avant la dispersion, purent enfin convoquer les amis auxquels ils avaient cessé de parler de l'association. Il y eut une joie profonde à se retrouver, joie d'autant plus vive que cette institution qu'on voyait revivre tout-à-coup, la

plupart l'avaient crue morte depuis quatre ans.

Des demandes nouvelles et nombreuses d'admission se produisirent aussitôt ; parmi elles celle de Charles Gaultier de Claubry, le seul des trois frères portant ce nom qui ne fit pas encore partie de la Congrégation. Charles, l'aîné des trois, y vint remplacer le plus jeune, Louis, chirurgien à l'hôpital du Gros-Caillou, qui fut enlevé cette même année par une fièvre cérébrale à la science médicale, dont il était une des notoriétés, comme Henri Gaultier de Claubry, le second frère, était une de celles de la chimie. Il faut noter aussi, à la même époque, l'admission des trois frères de la Rigaudelle, employés à la Trésorerie, du colonel de Gontaut, gouverneur des pages de Monsieur, de l'abbé Elicaragay, recteur de l'Académie de Pau, de Dubois de Montlignon, garde du corps ; de Jules de Polignac, qui rentrait à peine de l'exil ; enfin d'un dentiste, Eugène Peltier, auquel sa piété valut d'être choisi comme un des dignitaires de la Congrégation.

Les congréganistes étaient maintenant près de trois cents. L'abbé Legris-Duval ne pouvait suffire à les diriger, ne voulant pas renoncer aux autres travaux de son ministère. Il cherchait donc à se faire remplacer auprès d'eux lorsque la bulle *Sollicitudo omnium ecclesiarum*, du 31 juillet 1814, rétablissant la Compagnie de Jésus, l'amena tout naturellement à penser aux confrères du P. Delpuits, fondateurs à l'origine et directeurs expérimentés de tant de congrégations. Les Jésuites, immédiatement rappelés en Italie, en Autriche, en Espagne, en Suisse, ne le furent pas officiellement en France, mais la Société des « Pères de la Foi », qui avait recueilli leurs traditions et suivait leur règle, rendit très facile une reconstitution effective. C'est à leur supérieur, le P. de Clorivière, que M. Legris-Duval s'adressa ; celui-ci, au mois d'août 1814, désigna pour s'occuper de la Congrégation le R. P. Ronsin qui devait

la diriger d'une main prudente et ferme jusqu'à la fin.

Pierre Ronsin, né à Soissons, le 18 janvier 1771, ancien Père de la Foi, ancien professeur au célèbre collège de Belley, n'avait ni la rondeur entraînante du P. Delpuits, ni la grande éloquence de l'abbé Duval. Ses débuts à la Congrégation causèrent presque de la déception : « Ce n'est pas ce qu'il nous faut, se dirent quelques-uns de ses auditeurs : il fait de bonnes homélies, mais il n'est pas assez homme du monde. » Toutefois, lorsqu'on eut pu apprécier sa bonté, sa prudence et son zèle, les sympathies lui arrivèrent, chaudes et persévérantes. Elles lui étaient bien nécessaires, car il allait se trouver en face de difficultés inattendues.

Après les premiers enthousiasmes qui accueillirent tout gouvernement nouveau, les adversaires de la monarchie s'étaient peu à peu comptés et groupés. Anciens terroristes qui avaient tremblé et tremblaient encore par crainte du châtiment, acquéreurs de biens nationaux qui se croyaient menacés d'être dépossédés, officiers et sous-officiers mis en demi-solde à cause de la réduction des cadres de l'armée (et cette réduction était indispensable, après les grandes guerres, si l'on voulait rétablir l'équilibre budgétaire), bourgeois qui redoutaient le retour des privilèges des nobles, quelquefois aussi nobles qui boudaient parce qu'on ne leur avait pas rendu leurs privilèges, formèrent une opposition frondeuse d'abord, hypocrite, dénigrant tous les actes du pouvoir sous prétexte de défendre la royauté et vouant au ridicule le culte et ses ministres sous prétexte de défendre la religion. Puis bientôt, mal réprimée, quand elle n'était pas soutenue par les ministres eux-mêmes (le duc Decazes) ou par les princes (le Dauphin) qui visaient à la popularité, cette opposition se fit violente, brutale, irréconciliable.

C'est ce que les conjurés eux-mêmes, une fois

vainqueurs et le rideau tombé, appelèrent « la Comédie de quinze ans ».

Comme ils en voulaient à la religion encore plus qu'à la monarchie, et que les catholiques, mitraillés par la République, emprisonnés par l'Empire, étaient naturellement royalistes, il était inévitable que la Congrégation, cette forteresse de la jeunesse catholique, fût des premières attaquées. Aussi la « Comédie de quinze ans » ne la ménagea-t-elle point. Elle l'assaillit dès 1814 et, jusqu'à la fin, ne lui laissa pas un moment de répit.

Rien de plus vague, mais rien de plus acerbe que les griefs relevés contre elle, dès cette époque, par les historiens dits « libéraux ». Écoutons M. Charles Lacretelle dans son *Histoire de France depuis la Restauration* :

« Il existait, depuis plus de dix ans, une vaste et puissante société qui attendait les Jésuites pour chefs spirituels et surtout pour chefs politiques... La Congrégation recueillit l'héritage des sociétés secrètes royalistes, sanctifiant leurs pensées turbulentes. Son trésor était accru par les largesses de la piété opulente et par les dons plus abondants encore que suggère un esprit de parti vivement allumé. Le Père Ronsin fut nommé supérieur de la Congrégation ; tout fut placé sous l'invocation de saint Ignace de Loyola. Le club dévot eut ses sociétés affiliées, ses correspondances ; on eût dit le club des Jacobins. A Paris, la maison des Missions Étrangères, rendue aux Jésuites sous le nom de Pères de la Foi, était le principal point de ralliement pour les exercices dévots et les conférences politiques... »

Les congréganistes, dans leurs réunions aux Missions Étrangères, rue du Bac, eussent été fort en peine d'y conspirer avec les Jésuites, attendu que les Jésuites, pas plus que les Pères de la Foi, n'ont jamais possédé ni habité cette maison. Ils ne songeaient guère non plus à y constituer un trésor de guerre ; trois francs de

cotisation annuelle, versés par chacun d'eux, quel trésor pour bouleverser les empires !

En réalité les congréganistes conspiraient uniquement contre les dangers du monde, et leur trésor de guerre était le travail, la fréquentation des sacrements, les joies de l'amitié. Le Père Ronsin les poussait aussi aux bonnes œuvres extérieures, mais seulement quand ils avaient un certain âge : « Non, écrivait-il à M. Duclaux, directeur du séminaire de Saint-Sulpice, non, Père Duclaux ; j'ai dit à Charles de Janson et aux autres qui vont avec lui à la Charité et qui ont tout leur temps, que je les approuve fort, mais que je ne voudrais pas me mettre à la tête de cette œuvre comme directeur de la Congrégation ; car, dans ce cas, mes jeunes gens voudraient tous s'y employer avec l'ardeur qui distingue leur âge et seraient peut-être conduits à négliger leurs études qui, en ce moment, doivent être leur principale occupation. Il en est de même de ceux qui se livrent au commerce ou aux arts ; il faut, avant tout, qu'ils remplissent les devoirs de leur état. »

L'objet direct de l'institution était donc de procurer le moyen de défendre contre les mauvais exemples et contre les entraînements de la jeunesse leur foi et leurs mœurs. Voilà toute la Congrégation. Mais, continue son historien (1), comme il n'y a pas de chrétien sans prosélytisme, et les Œuvres de zèle étant la conséquence directe de l'œuvre de préservation, à la Congrégation fut ajoutée la *Société des bonnes Œuvres*, corollaire de la Société principale, distincte par son but spécial, mais nullement séparée. La Société des bonnes Œuvres prit pour champ d'action l'immense champ de misères qui, dans une ville comme Paris, n'a pour ainsi dire pas de limites. Elle était divisée en trois sections : Hôpitaux, Petits Savoyards et Prisons. Elle eut pour prési-

(1) Nous analysons ici de très près M. Geoffroy de Grandmaison ; nous ne saurions mieux dire que lui.

dent Charles de Lavau, qui fut en même temps préfet de la Congrégation pour l'année 1817.

Et dans combien d'autres œuvres ne retrouvons-nous pas l'action personnelle des congréganistes !

(Œuvre de l'*Apprentissage des orphelins*, œuvre des *Prisonniers pour dettes*, des *Orphelins de la Révolution*, de la *Marmite des pauvres*, des *Maîtres d'écoles* pour les campagnes (il n'y en avait plus et MM. de Ponton d'Amécourt et de Bonald, pour ne nommer que ceux-là, s'occupèrent activement d'en former) ; *Association de Saint-Joseph* pour le placement des ouvriers et leur logement, leur entretien quand ils se trouvaient sans place ; *Maison de Saint-Nicolas* pour les enfants abandonnés ; *Société catholique des bons livres*, etc., etc.

Le monde, toujours moqueur et envieux sous tous les régimes politiques, persifflait quelquefois, mais sans pouvoir s'empêcher de les admirer, ces jeunes gens courant aux malheureux et aux déshérités de la vie, comme d'autres de leur âge se précipitaient aux plaisirs bruyants. A la suite de la *Correspondance* inédite de Joseph de Maistre, nous trouvons une lettre du vicomte de Bonald adressée, le 15 décembre 1817, à l'auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg*. Il se faisait honneur d'appartenir à la « Société des bonnes Œuvres », et il expose trop bien ses charitables travaux pour que nous ne reproduisions pas ici ces lignes tout intimes. C'est une bonne fortune de pouvoir emprunter la plume de M. de Bonald pour résumer notre pensée sur les œuvres de la Congrégation :

« Voici quelques détails sur une œuvre à laquelle j'appartiens moi-même, dirigée, sous l'autorité des ecclésiastiques les plus recommandables, par un nombre considérable de jeunes gens ou autres, de toute condition, depuis la pairie jusqu'à l'humble place de commis, qui se dévouent à cet acte sublime d'humanité avec

une ferveur, un zèle, une tendresse véritablement admirables. Quand on est trop aigri par tout ce qu'on voit, ce qu'on entend ; quand on est prêt à désespérer de la France, il faut, pour rasséréner son âme, aller voir les différentes œuvres entreprises par les jeunes gens dont mon ami et parent, M. de Roussy, que je vous ai recommandé, était un des plus fervents instruments. Ce sont, ici, les petits Savoyards, qu'on catéchise, dont on soigne la conduite et l'existence : là, ce sont de petits malheureux condamnés à plusieurs années de prison, presque avant l'âge de raison, en qui la malice a devancé l'âge et qui, dans les prisons, confondus avec de grands scélérats, sans travail, sans instruction, livrés à la corruption la plus profonde, et à de détestables et trop certaines leçons de crime, sous des hommes qui, *à la lettre*, le professaient ; des malheureux, dis-je, recueillis à l'expiration de leur peine dans une maison gouvernée par de bons Frères de la Doctrine chrétienne et toujours par les soins et sous la surveillance de la société des jeunes gens, instruits des devoirs de la religion avant d'être rendus à la société et même élevés dans une profession quelconque, pour leur donner les moyens de gagner leur vie. Ailleurs, ce sont les malades et les hôpitaux visités dans tout Paris par ces mêmes jeunes gens, qui suppléent au petit nombre d'ecclésiastiques dans tout ce que peuvent faire des laïques pour instruire, ramener, consoler, servir cette multitude d'infirmes que cette ville immense et corrompue vomit dans les hospices, où presque tout le bas peuple va terminer sa misérable existence.

« L'œuvre des petits Savoyards vous intéressera particulièrement, Monsieur le comte, et nous continuerons ici, envers eux, les soins de votre administration paternelle. On leur ferait beaucoup plus de bien si on avait plus de ressources ; mais il y a tant d'objets d'un intérêt majeur qui ne sont entretenus que par les aumônes des fideles, et

même on peut dire des *royalistes* ; grands et petits séminaires, hospices pour les enfants, secours pour tous les âges, etc., etc., qu'en vérité, au milieu de toutes les pertes qu'ont éprouvées les familles les plus opulentes, et du peu de ressources qu'on trouve généralement dans les familles qui se sont enrichies, l'abondance des besoins rappelle tout à fait la cruche inépuisable de la veuve de Sarepta. Si votre gouvernement, Monsieur le comte, voulait nous envoyer quelques secours et coopérer à une bonne œuvre dont tous les fruits ne sont pas perdus pour lui lorsque ces braves enfants reviennent dans leur pays, nous les recevions avec reconnaissance ; je sais qu'une autre fois, M. le marquis de Sostegno, votre ambassadeur ici, a fait parvenir quelques secours à la Société... »

Les empiètements de la Congrégation ne se produisaient que sur le vice au profit de la vertu, sur l'ignorance au profit de la lumière, sur la misère au profit du bien-être. Mais les exploiters de la sottise humaine n'en jugeaient pas ainsi. A les en croire, ses membres étaient animés d'un esprit cosmopolite qui les portait à aller de ville en ville chercher des affiliés pour augmenter leur puissance occulte. Ce sombre tableau était peint avec habileté. Il convenait admirablement au bourgeois français, « gobeur », naïf, d'humeur essentiellement ombrageuse et à qui rien ne fait mieux goûter les charmes de sa sécurité que le récit d'un crime dont il frémit, ou la révélation d'une conspiration qui le menace et lui fait dresser les cheveux sur la tête. C'est pour avoir bien compris cette disposition d'esprit du bourgeois, car le peuple ne lisait pas encore les journaux, qu'Eugène Sue, avec son *Juif errant*, en 1846, devint, du premier coup, un homme bien plus célèbre que Michelet et Quinet, attachés comme lui à la facile besogne d'agiter devant le pays le fantôme des Jésuites. Michelet et Quinet bâtissaient des romans sans le dire. Eugène Sue eut

l'audace d'en imaginer un en le disant. Le bourgeois accepta les uns et les autres comme de l'histoire ; Il crut que c'était arrivé ; mais ce fut Eugène Sue qui, n'étant point gêné par la question de vraisemblance, produisit l'effet le plus terrifiant. C'était lui qui avait le mieux compris le précepte de leur commun maître, Voltaire : « Il faut mentir comme un diable, non pas timidement, non pas pour un temps, mais hardiment et toujours. » En fait de calomnies les meilleures seront éternellement les plus grosses.

Michelet faisait cependant ce qu'il pouvait, il faut lui rendre cette justice. Les congréganistes avaient, selon lui, « livré aux Jésuites la société tout entière : comme médecins, les secrets de familles ; comme notaires, ceux des fortunes ; comme parquet, l'impunité. » Cette fantasmagorie ne s'appliquerait-elle pas bien plutôt à une autre société vraiment souterraine, celle-là, car la Congrégation n'était pas une société secrète ? Le lecteur n'a pas besoin qu'on lui nomme la Franc-Maçonnerie qui nous enserre si bien, à l'heure actuelle, qu'elle a exproprié l'État pour se substituer à lui, et qu'on a pu dire avec raison : « La France n'est pas en République, elle est en Franc-Maçonnerie. »

Pour revenir à la Congrégation, le réseau dont elle enveloppa, d'après Michelet « la société tout entière », ne fut jamais bien serré ni bien étendu. La Congrégation de Paris compta, en tout, une soixantaine de congrégations de province qui s'affilièrent à elle, et parmi ces petites congrégations, une dizaine étaient dans de toutes petites villes (Carhaix, Langogne, Cuiseaux, Tréguier, Sotteval, Craon, Baugé, etc.) et une vingtaine dans des collèges ou petits séminaires ; peu redoutables par conséquent comme influence politique.

Au moment où le Père Delpuits reçut de Pie VII (18 janvier 1805), les pouvoirs nécessaires à l'érection canonique d'une congrégation de la Sainte-Vierge, il était seul, en France, à les posséder.

Mais il n'est point étonnant que des provinciaux, témoins du bien que faisait son œuvre, aient désiré, en quittant Paris, établir chez eux une œuvre semblable. Bon nombre d'ecclésiastiques, appelés à l'épiscopat, avaient fait partie de la Congrégation lorsqu'ils n'étaient que simples prêtres. Leurs noms seuls expliquent bien des choses. C'étaient NN. SS. Bruté, Philibert de Bruillard, de Forbin-Janson, de Rohan, Mathieu, Blanquard de Bailleul, de Mazenod, Feutrier, de Jerphanion, Gerbet, Sibour, Dupuch, de Garsignies, Dufêtre, de la Croix d'Azolette, Borderies, la fleur de l'épiscopat français durant la première moitié du siècle, on peut le dire sans amoindrir leurs successeurs ; enfin Mgr Dumoulin-Borie, martyrisé au Tonkin.

Des documents manuscrits nous apprennent qu'à la fin de l'année 1820, faisaient partie de la Congrégation : Mgr de Montblanc, évêque de Saint-Dié (puis archevêque de Tours) ; Mgr Plessis, évêque de Québec ; Mgr de La Châtre, évêque de Beauvais ; Mgr du Chatellier, évêque de Laon ; Mgr d'Astros, évêque de Bayonne (puis archevêque de Toulouse et cardinal) ; Mgr Le Blanc de Beaulieu, évêque de Soissons ; Mgr Dubois, évêque de Dijon ; Mgr de Cosnac, évêque de Meaux ; Mgr Soyer, évêque de Luçon ; le nonce Mgr Macchi, et trois évêques des Missions étrangères : Mgr Pérocheau, évêque de Maxula, en Chine ; Mgr Glaury, vicaire apostolique des Antilles, et Mgr Coupperie, évêque de Babylone.

Beaucoup d'autres, depuis lors, voulurent se consacrer à Marie dans l'oratoire de la rue du Bac. En 1821, ce furent : Mgr de la Myre, évêque du Mans ; Mgr de Villefranc, coadjuteur de Besançon ; Mgr de Chaffoy, évêque de Nîmes.

En 1822, le grand aumônier de France, Mgr le prince de Croy, évêque de Strasbourg (depuis archevêque de Rouen et cardinal) ; Mgr de Pins,

évêque de Limoges (depuis administrateur de l'archidiocèse de Lyon, en l'absence du cardinal Fesch qui résidait à Rome avec presque toute la famille Bonaparte, mais n'avait pas voulu démissionner) ; Mgr Maréchal, archevêque de Baltimore.

En 1823, Mgr Falconieri, ablégat apostolique ; Mgr Millaux, évêque de Nevers ; Mgr de La Lande, évêque de Rodez (puis archevêque de Sens), Mgr d'Arbaud, évêque de Gap ; Mgr de Richery, évêque de Fréjus (puis archevêque d'Arles) ; Mgr de Beausset, archevêque d'Aix.

En 1824, Mgr de Prilly, évêque de Châlons ; Mgr Jacquemin, évêque de Saint-Dié ; Mgr Tharin, évêque de Strasbourg ; Mgr d'Ordet, évêque de Langres ; Mgr de Cheverus, évêque de Montauban (puis archevêque de Bordeaux et cardinal).

En 1825 et années suivantes, Mgr de Poulpiquet, évêque de Quimper ; le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse ; le cardinal Lambruschini ; Mgr Cottret, évêque de Caryste et d'autres évêques missionnaires.

A quel homme de bonne foi, capable d'un instant de réflexion, pourra-t-on faire croire que tant de personnages pieux, tous distingués par leurs qualités d'esprit et de bon sens, s'engagerent les yeux fermés, à l'aventure, dans la Congrégation, et qu'ils s'y seraient engagés, qu'ils y seraient restés si elle eut été un foyer d'intrigues, d'agitations, de conspirations ?

Leur adhésion s'explique tout naturellement, au contraire, par la connaissance qu'ils avaient du caractère vraiment chrétien de l'association. La liste des évêques et des prêtres qui furent congréganistes est donc, pour tout observateur impartial, une réfutation péremptoire des détracteurs de la Congrégation. Cette liste explique également la propagation de la société hors de Paris. Lyon, Bordeaux, Toulouse, Grenoble, Nantes, etc., eurent leurs réunions, en rapports

directs et constants avec Paris, car pour participer aux indulgences et privilèges religieux accordés par Pie VII, il ne suffisait pas de suivre la règle de l'Œuvre du P. Delpuits, il fallait être formellement inscrit. Le docte et pieux abbé Jean de Lamennais (créateur d'un grand Institut de Frères et auteur probable de l'édition de *l'Imitation de Jésus-Christ* qu'on attribue à son frère), fit agréger presque toutes les villes de Bretagne. Mgr Fournier de la Contamine, évêque de Montpellier, dans un mandement concernant sa ville épiscopale, développait le but commun à toutes ces fondations :

« Depuis longtemps, disait-il, nous cherchions un moyen de garantir la jeunesse des dangers qui l'environnent de toutes parts. La ville de Montpellier avait des droits particuliers à notre charité et à notre zèle, à cause de cette foule de jeunes gens qui s'y rassemblaient de toutes les provinces pour les études de médecine et de chirurgie. La plupart sont catholiques et ont reçu les principes de notre religion sainte dans les collèges ou dans le sein de leurs familles : plusieurs même apportent, avec l'innocence de leurs mœurs, une foi vive, éclairée et agissante ; mais les scandales dont ils sont tous les jours les malheureux témoins corrompent bientôt en eux les fruits de l'éducation la plus chrétienne. Effrayés de leur solitude, livrés à leur propre faiblesse, ils commencent à rougir des aimables vertus de l'enfance ; devenus timides pour le bien, ils s'enhardissent au mal, ils perdent cette retenue, cette modestie qui nous les rend si chers, et quand ils ont fait naufrage dans les mœurs, ils ne tardent pas à faire naufrage dans la foi. Alors l'étude n'est plus qu'un prétexte qui favorise leurs passions. Les cafés, les jeux, les spectacles, les plaisirs remplissent tous leurs moments. Se réjouir, se corrompre, se ruiner, voilà l'occupation de toute cette brillante jeunesse, l'espérance de la religion et de la société.

Peut-on attendre de beaux jours après une semblable aurore ? Pourrions-nous nous contenter de gémir et de prier, et le précepte de l'apôtre d'exhorter les jeunes gens à la sagesse chrétienne et l'intérêt que nous inspire notre cher troupeau, viendraient-ils échouer contre les obstacles que pourrait opposer à notre zèle l'ennemi de tout bien ? Non, sans doute, et nous voulons leur donner un nouveau témoignage de notre tendresse paternelle.

« Nous avons appris qu'il existe à Paris une société pieuse et littéraire qui produit des effets merveilleux dans la classe des jeunes gens, et nous avons formé le projet d'en établir une semblable dans notre ville épiscopale, après avoir demandé des renseignements à M. Ronsin, prêtre, directeur de cette nombreuse et fervente société, etc. »

Et le mandement se terminait par l'avis qu'une Congrégation de jeunes gens, affiliée à celle de Paris, était instituée à Montpellier.

N'est-ce pas un phénomène étrange que l'hostilité de certains gouvernements contre des institutions pareilles ? On dirait des médecins pourchassant dans les hôpitaux la propreté et les antiseptiques. Heureusement que les œuvres de préservation de la jeunesse ont la vie dure aussi et qu'elles ne succombent que pour renaître, tant elles sont nécessaires. Trente ans après l'établissement d'une Congrégation à Grenoble, Mgr Philibert de Bruillard se félicitait encore de l'heureuse influence qu'elle exerçait dans son diocèse. Il écrivait à l'occasion de la mort du P. Rauzan, en 1847 : « La mission qu'il a prêchée en 1817 eut un succès éclatant. Je maintiens avec soin la Congrégation qui fut alors établie et qui continue aujourd'hui à rappeler le souvenir de cette consolante époque. »

Il se produisit en effet, à ce moment, grâce à la réaction contre les crimes révolutionnaires non encore oubliés, grâce aux missions prêchées

partout avec succès, jusque dans les campagnes, grâce aux bons exemples donnés par un certain nombre de représentants du pouvoir, grâce aussi, dans une certaine mesure, à la Congrégation, il se produisit en France une sorte de renouveau moral et national qui justifia amplement ce beau nom de Restauration donné par l'histoire à ce régime. Les finances étaient restaurées par M. de Villele, le prestige national restauré par MM. de Chateaubriand et de Montmorency, les mœurs elles-mêmes restaurées par la liberté rendue à l'Église et par le zèle d'un clergé jeune et plein d'ardeur. Sans la coalition de la Franc-Maçonnerie et de la jalouse Angleterre, sans l'imprudence — il faut bien le dire aussi — de M. de Polignac et de Charles X qui firent un coup d'État sans l'appuyer d'une force armée suffisante, la France aurait repris son rôle dans le monde : la conquête d'Alger marquait son premier essor et, appuyée sur l'alliance russe, elle pouvait tout espérer.

Mais nous n'avons à nous occuper ici que de la question morale et religieuse.

À Paris, l'ordination sacerdotale de la Trinité, en 1822, parut donner à la confiance des catholiques un fondement large et solide, par la condition sociale d'un grand nombre d'ordinands et et par la générosité particulière de leur renoncement au monde. C'était le duc de Rohan, qui, veuf par suite d'une terrible catastrophe (sa femme brûlée en s'habillant pour un bal), s'était donné tout à Dieu ; c'étaient ensuite quatre jeunes avocats : M. Mathieu (mort cardinal et archevêque de Besançon) ; M. de Jerphanion (mort archevêque d'Albi) ; M. Johannet, sulpicien, et M. Dupuch (premier évêque d'Alger) : c'était un avocat plus éminent encore, Xavier de Ravignan, descendu de son siège de substitut à la cour de Paris et qui devait un jour illustrer la chaire de Notre-Dame ; c'étaient deux aimables écrivains, futurs évêques : Antoine de Salinis et

Philippe Gerbet ; c'étaient M. Garnier des Garets, ancien officier de la garde royale ; M. Dupont des Loges, futur évêque de Metz — hélas ! et le dernier de nationalité française.

Tous congréganistes, ils commençaient dans la joie, par une belle journée d'été et sous le regard bienveillant des pouvoirs publics, une carrière qui devait se poursuivre dans la lutte contre l'impiété qui ne désarme jamais et contre les gouvernements devenus indifférents ou hostiles ; pour plusieurs même, cette carrière devait finir dans les disgrâces, dans l'exil, dans le deuil de leurs espérances et comme catholiques et comme français. Gardons-nous de les plaindre : le soldat n'est pas obligé de vaincre, la victoire ne dépend pas de lui. Ils ont lutté vaillamment, jusqu'au bout ; ils sont restés la gloire de leur chère Congrégation et l'exemple de l'avenir.

Nous avons nommé le P. de Ravignan, apôtre de Paris sous le règne de Louis-Philippe ; nous ne saurions passer sous silence un autre congréganiste devenu également Jésuite : le P. de Mac-Carthy, apôtre de la France sous Louis XVIII et Charles X.

Nicolas de Mac-Carthy était d'origine irlandaise. Son père avait dû s'expatrier pour échapper à la persécution protestante. Il s'était fixé à Toulouse avec sa famille et les débris, encore considérables, d'une grande fortune. Il avait trois fils, Nicolas, Robert et Justin ; tous trois s'étaient fait inscrire, dès 1806 et 1807, dans le bataillon d'élite du P. Delpuits.

Nicolas de Mac-Carthy prêcha pour la première fois, en mai 1819, aux Missions Etrangères, et avec un tel succès, que l'annonce d'une retraite donnée par lui, trois mois plus tard, à Notre-Dame de Paris, suffit pour remplir la vaste cathédrale. On n'avait pas vu semblable auditoire depuis cinquante ans. Il fut le Bourdaloue et le Bridaine de cette époque ; on l'écoutait et pour la magnificence de son langage et pour la

conviction profonde qu'on sentait en lui. Pendant dix ans il fut le prédicateur attitré de toutes les bonnes œuvres. Il ne refusait jamais sa parole, pas plus que son frère Robert ne refusait sa personne et ses dons. Leur mort à tous deux fut le couronnement d'aussi belles vies. Le comte Robert voulut se faire étendre sur le plancher de sa chambre et attendit, le crucifix à la main, que Dieu le rappelât à lui. Le Père de Mac-Carthy expira quelques années après, à Annecy, entre les bras de l'évêque, qui témoignait publiquement de son admiration, et déclarait que toute l'éloquence de l'orateur était surpassée par la prédication victorieuse de sa résignation dans la souffrance.

La Congrégation poursuivait donc en toute liberté la mission qu'elle s'était donnée dès le principe : édification réciproque de ses membres et participation aux œuvres de charité : rien de plus, rien de moins. On n'y faisait pas de politique, pas plus qu'on n'en fait aujourd'hui dans les conférences de Saint-Vincent-de-Paul. La paix sociale, la consolidation du régime qui était alors celui de la France, profitaient de son action, mais sans en être le but direct. Elle cherchait à assainir les membres, et de là résultait la santé de tout le corps. Mieux encore, elle s'en tenait à la parole du Maître qu'elle servait en le prenant pour modèle : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, le reste vous sera donné par surcroît. »

La régularité de leurs mœurs et leur intelligence de la charité attiraient aux congréganistes la confiance des gens de bien. Lorsque, le 26 septembre 1824, le chevaleresque roi Charles X qui dépensait en générosités le plus clair de ses revenus, institua un « Conseil des pensions sur la liste civile », il y appela naturellement des congréganistes : l'abbé Desjardins, vicaire général de Paris ; l'abbé de Retz, depuis auditeur de rote ; le baron Alphonse de la Bouillerie, maître des

requêtes au Conseil d'État ; le marquis de Saint-Géry, conseiller d'État ; Espivent de la Villeboisnet, conseiller à la cour royale ; Jules d'Harranguiers, résident de chambre à la même cour ; le chevalier de Lavau ; René d'Infreville ; huit sur les seize personnages de choix qui furent appelés à l'honneur de composer ce Conseil. Et l'honneur ici n'était pas une sinécure. On ne saurait trop le redire : Charles X n'imitait guère la prévoyance de ses cousins le duc d'Orléans et le prince de Condé, il ne thésaurisait pas. Le comte de Montbel raconte ceci dans ses *Mémoires sur la dernière époque du règne de Charles X* : « Le baron de la Bouillerie m'a dit souvent : Je tiens beaucoup à maintenir le paiement de la liste civile par douzièmes, comme un moyen d'arrêter la générosité du Roi, et cependant je n'y parviens pas. Outre les pensions fixes et les secours qui absorbent plus du quart de nos ressources, il donne tout ce qu'il a dès qu'il rencontre quelque nouvelle infortune. Quelquefois il me dit : La Bouillerie, j'ai tout donné, il ne me reste pas même une pièce de vingt francs, et cependant il y a encore des pauvres ; prêtez-moi de votre argent pour les secourir ; je vous le rendrai le mois prochain. Aussi, ajoutait M. de la Bouillerie, s'il arrive une catastrophe, il n'aura pas une obole. » La catastrophe arriva et, sans les soins prévoyants d'un serviteur fidèle, le Roi exilé n'aurait eu effectivement pas une obole ; il lui resta strictement de quoi vivre sans être à charge à personne, et il sut prendre encore sur ce strict nécessaire pour donner toujours. Il disait : « Je ne regrette rien de ce que j'ai perdu pour moi-même, j'ai besoin de si peu de chose ; mais je ne voudrais pas que mes serviteurs souffrent et je plains les infortunés que je ne puis plus secourir. » Tel était le genre de collaboration que, avant tout autre, les Congréganistes ambitionnaient d'apporter au Roi. Les journaux de l'opposition « libérale » disaient que Charles X était congré-

ganiste : que n'a-t-on pas dit et imprimé contre lui, jusqu'à répandre qu'il avait reçu les ordres, et qu'il disait la messe en secret ? Il n'était point congréganiste, mais il méritait de l'être.

Cependant, il fallait s'y attendre, ce n'est pas impunément que les fervents de la rue du Bac, portés les uns par leurs talents, les autres par leur naissance ou leur fortune, tous par des habitudes de travail et d'ordre que n'avaient pas au même degré leurs camarades coureurs de cafés, arrivaient plus vite aux situations enviées. On apprit un jour que Jules de Lavau, préfet de police, Mathieu de Montmorency ministre des affaires étrangères et Jules de Polignac, premier ministre, étaient tous trois d'anciens préfets de la Congrégation : (le premier en 1810 et 1818, le second en 1817, le troisième en 1820). Le mot de favoritisme fut prononcé. Pouvait-il manquer de trouver écho dans le public ? On les accusa de se pousser les uns les autres, de se faire la courte échelle pour escalader le pouvoir. Reproche inattendu, venant d'un parti qui s'intitulait alors « parti libéral », mais qui une fois devenu maître à son tour, a si peu songé à accaparer les fonctions publiques, qu'il a fait une loi pour se les réserver toutes et en exclure les citoyens élevés par l'enseignement congréganiste, quels que soient leur mérite et sans examen. Comédie, comédie de quinze ans, les acteurs ont jeté leurs masques avec une singulière désinvolture ; ils nous ont donné la mesure de leur mépris de l'espèce humaine !

Mais ne sortons pas du calme de l'impartiale et froide histoire. Il ne faut rien exagérer. Favoriser ses amis, et à mérite égal, les préférer à des indifférents, surtout à des adversaires, cela n'a rien d'illégitime, c'est même très logique ; lorsqu'on aime le gouvernement que l'on sert, et qu'on s'est dévoué à des principes sociaux que l'on juge vrais et salutaires, ce serait de l'inconséquence que de ne pas désirer de les voir servir par des gens qui

les aiment également. Or l'histoire nous dit que, sous ce rapport, la Restauration n'a rien exagéré, qu'elle resta même souvent en deçà de ses droits, on pourrait ajouter de son devoir. Sans remonter jusqu'au duc Decazes peuplant les administrations d'anciens révolutionnaires jusqu'à encourir le soupçon de trahir sciemment la monarchie, on ne voit pas que Louis XVIII et Charles X aient refusé les services du maréchal Marmont, de Siméon, de Portalis, de Talleyrand, du protestant Cuvier et de tant d'autres. Ils auraient dû le faire pour quelques-uns ; ils furent généreux, ils le furent jusqu'à l'imprudence. Lorsque M. de Portets, congréganiste, fut nommé professeur de droit naturel à l'école de Paris (1822), les étudiants l'accueillirent par un tapage fomenté du dehors et interrompirent son cours, aux cris de « A bas le Jésuite ! A bas la Congrégation ! » Lorsque Cauchy fut appelé à l'Académie des sciences, réorganisée par ordonnance royale (1816), des clameurs jalouses attribuèrent de même cette nomination à l'influence de la Congrégation. Si la faveur avait dicté ces choix, on avouera qu'elle aurait pu rencontrer plus mal. Voici un autre exemple plus développé de l'inanité d'accusations inspirées par l'esprit de parti.

Dans ses *Mémoires*, où il se montre si friand de scandales et parle souvent à tort et à travers, le maréchal Marmont, écrit les lignes suivantes : « La chaire d'astronomie, au Collège de France, devint vacante par la mort de Delambre. L'état de sa santé avait forcé depuis cinq ans, à lui nommer un suppléant, M. Mathieu. Malgré les droits incontestables de celui-ci, malgré les efforts de tout le monde pour le faire choisir, M. de Corbière prêtera un individu qui peut-être ne connaissait pas le nom et l'usage des instruments d'astronomie, M. Nicolette ; mais c'était un protégé de la Congrégation. »

Sur quoi, M. Geoffroy de Grandmaison constate : 1° que le successeur de Delambre fut

M. Binet, et nul autre ; 2° que M. Mathieu ne fut pas suppléant de Delambre, ou du moins que rien ne prouve qu'il l'ait été ; 3° que M. Mathieu, n'aurait pu, sans un passe-droit évident, devenir titulaire après Delambre, car il était le dernier sur la liste des sept astronomes suppléants, parmi lesquels Biot et Arago ; 4° que le maréchal duc de Raguse ignore jusqu'au nom de celui qu'il représente comme le favori vainqueur ; il veut probablement parler d'un M. Nicollet, qui figure sur l'*Almanach royal* comme habitant l'Observatoire, ce qui autorise à penser qu'il connaissait au moins de vue les instruments d'astronomie ; 5° que M. Nicollet n'était pas congréganiste.

Telle est la valeur de certaines accusations. Quoi de plus probant, en apparence ? On a le témoignage d'un contemporain, d'un maréchal de France, vivant dans le monde dont il parle, citant les noms, les dates, les circonstances. Que veut-on de plus ? Et cependant si l'on examine de près tout s'évanouit ; il ne reste rien, qu'un raconter stupide tombé d'une plume étourdie, si ce n'est d'une plume impudente et complice, qui cherchait des lecteurs dans le parti du mensonge, parce que c'était le parti qui avait triomphé.

Il en est de même des mille et une billevesées de tout genre qui traînaient alors dans les journaux maçonniques. Elles traînent encore dans les nôtres ; qu'est-ce que cela prouve, sinon que le papier porte tout ? Mais quelques mots sont ici nécessaires sur le prétendu favoritisme congréganiste dans l'armée.

Il exista effectivement, de 1821 à 1830, une congrégation militaire dite de Notre-Dame des Victoires. Elle était parfaitement distincte de celle du P. Ronsin, quoi qu'elle eût pour fondateur principal un des membres les plus zélés de cette dernière, M. Bertaud du Coin, capitaine au 2° régiment de la garde royale. Quelques officiers faisaient partie des deux réunions, mais le nombre n'en fut jamais bien considérable ; il ne dépassa

point, en huit années, le chiffre total de cinquante-deux.

Le règlement de la Congrégation de Notre-Dame des Victoires portait, à sa première page, l'explication suivante :

« Des officiers français et chrétiens voulant, dans les jours d'irrégion, faire revivre les sentiments de tant de nobles chevaliers qui se faisaient gloire de servir Dieu et le roi, ont résolu de former, sous les auspices de Marie, patronne de la France, une association militaire et chrétienne pour se fortifier dans la foi et dans l'amour de leurs devoirs ; pour s'animer et s'encourager les uns les autres ; pour faire aimer et respecter la religion et montrer au monde qu'on peut être militaire et chrétien.

« La religion catholique qu'ils professent a moins besoin de preuves que d'exemples. Puisque les méchants se réunissent pour l'attaquer, pourquoi les bons ne se réuniraient-ils pas pour la défendre, contribuant par là à l'affermissement du trône et à la prospérité de la patrie ? Ainsi, pleins de confiance en la bonté de Dieu, qui a manifesté et manifeste encore tous les jours ses grandes miséricordes sur la France, appuyés sur la puissante protection de Marie, qu'ils prennent dès ce moment pour leur mère et leur patronne spéciale, ils se constituent en congrégation. »

La nouvelle Congrégation se réunissait dans une chapelle de l'église Saint-Thomas d'Aquin. M. Bertaud du Coin étant mort (1823), le duc de Rivière la présida. Mais à peine l'existence en fut-elle connue qu'elle se vit l'objet de soupçons, de dénonciations, qui réussirent à influencer les personnages les plus considérables. Ainsi le Dauphin, toujours prompt à faire étalage d'impartialité, déclara publiquement qu'il ne recevrait jamais chez lui un officier convaincu d'être congréganiste. Evidemment il eût préféré des officiers francs-maçons. En présence de cette aveugle

hostilité et pour ne pas augmenter les divisions que les Loges, ainsi que l'idolâtrie des vieux soldats pour la mémoire de Napoléon, n'introduisaient déjà que trop dans l'armée, les officiers chrétiens se résignèrent à dissoudre leur association. C'était d'ailleurs au moment où le P. Ronsin lui-même céda à l'orage ; les deux Congrégations firent ensemble leur sacrifice à Dieu.

Cela n'a pas empêché M. Charles Lacretelle, M. de Vulabellé et autres historiens fantaisistes de fulminer contre le favoritisme congréganiste dans l'armée, et en particulier contre celui du ministre de la guerre, M. de Clermont-Tonnerre. Ce dernier, dans ses *Mémoires*, leur a répondu avec une franchise de soldat :

« A l'époque où j'étais ministre, je ne connaissais pas un jésuite. Je n'en avais pas vu, et le premier auquel j'ai parlé dans ma vie est le P. de Mac-Carthy, que j'ai vu à Toulouse, en 1830, au mois de février, lorsque j'y fus avec mon père à l'occasion de la mort de mon oncle le cardinal...

« On disait aussi dans ce temps-là que j'étais congréganiste, et l'on ajoutait que la Congrégation disposait de tout dans les ministères. Même dans ma propre famille il y avait des personnes qui ne faisaient aucun doute de tout cela, à tel point qu'un jour la duchesse de Clermont-Tonnerre, ma cousine, en me parlant de je ne sais quelle affaire, me dit : « Vous devez connaître cela, vous qui êtes de la Congrégation. — La Congrégation ? dis-je, en partant d'un éclat de rire, je ne sais pas ce que c'est. » La vérité est que je ne l'ai su que quelques années après, par M. de Carvoisin, l'oncle de ma femme, qui en faisait partie. Il m'apprit que c'était une association religieuse formée du temps de l'Empereur, dont les fondateurs étaient le bon duc de Doudeauville et l'abbé Legris-Duval, et dont le but était de ramener les jeunes gens et les ouvriers à la religion. On comprend parfaitement com-

ment la Congrégation était pour les libéraux un objet d'aversion et de haine, comment ils s'en servaient, à l'aide de la calomnie, pour dépopulariser le gouvernement du Roi. Quant à moi je n'ai jamais fait partie d'une association religieuse quelconque. J'ai toujours, grâce à Dieu, fait profession de la foi catholique, sans embarras ni ostentation, et j'ai pratiqué ma religion autant que je l'ai pu faire, dans les circonstances difficiles que j'ai eu à traverser... Mais, sous la Restauration, la haine des hommes du libéralisme pour la religion était devenue tellement intolérante, que, dans le dessein de lui nuire et de nuire à la royauté, ils accusaient de fanatisme, de superstition et d'intrigue quiconque ne rougissait pas de la foi de Jésus-Christ. »

Les légères erreurs de détail que l'on peut relever dans ce qui précède, comme celle qui donne au duc de Doudeauville le rôle du duc de Montmorency, et à l'abbé Legris celui du P. Ronsin, n'en démontrent que mieux l'ignorance personnelle de M. de Clermont-Tonnerre concernant la Congrégation (1).

(1) Je suis en mesure de confirmer, moi aussi, les dires de M. de Clermont-Tonnerre, sur la nullité du rôle politique de la Congrégation, quoique n'étant pas son contemporain. Je me rappelle avoir, dans ma jeunesse, interrogé les souvenirs de vieillards qui l'avaient été : en 1845 et 1850, M. le comte de Lyle-Taulane, député de Grasse sous la Restauration ; en 1851, M. le marquis de Saint-Georges, ancien officier aux gardes du corps. Le premier me répondit : « Le gouvernement de la Congrégation, une farce, une pure invention de l'opposition ! » Le second : « La Congrégation, je n'en ai jamais entendu parler à mon régiment, jamais ! »

CHAPITRE III

FURIEUX ASSAULTS : LA LÉGENDE OPPRIME L'HISTOIRE

L'année 1826 marque une transformation dans la tactique de l'opposition contre la royauté et contre le « parti-prêtre » ; on ne disait pas encore le parti « clérical ». Charles X, toujours chevaleresque et toujours imprudent, ayant accordé la pleine liberté de la presse, les protestations de fidélité monarchique cessèrent ; on n'en avait plus besoin pour faire passer le reste. Elles furent remplacées par des attaques plus franches, croissant chaque jour en audace, par un système de dénonciations incessantes destinées à surexciter l'opinion publique, sans lui laisser le temps de se reconnaître.

« L'un des incidents les plus curieux de cette lutte à la fois politique, religieuse et judiciaire fut, sans contredit, la campagne entreprise par le comte de Montlosier, ce vieillard septuagénaire, ce gentilhomme catholique et royaliste qu'on vit tout à coup se placer à l'avant-garde des adversaires de M. de Villèle, et se faire le dénonciateur le plus âpre du parti-prêtre. Nature originale et bizarre entres toutes, ayant dans les manières et dans l'esprit la sauvagerie forte, rude, abrupte, du coin d'Auvergne où il était né et où il aimait à s'enfermer, batailleur, l'épée ou la plume à la main, ergoteur, brise-raison, soutenant les thèses qu'il s'était formées dans la solitude avec l'énergie obstinée d'un montagnard qui défend

son sol ; non sans générosité, mais trop souvent possédé par l'orgueil ou la haine ; ayant à certains moments, on dirait par poussées, des idées belles, surtout fortes, des vues perspicaces ; mais écrivain presque toujours confus, embrouillé, disparate, tumultueux par excès de passion, tenant à la fois du fou et de l'homme supérieur, et après une longue vie très laborieuse et très agitée, n'aboutissant qu'à des œuvres manquées et ne laissant qu'une mémoire trouble. »

Le portrait a été tracé par M. Thureau-Dangin ; il est plutôt flatté, mais il est ressemblant.

Député à l'Assemblée nationale, M. de Montlosier y avait prononcé, dit-on (car la chose est douteuse, le *Moniteur* ne l'ayant pas enregistrée au compte rendu de la séance) une parole qui servit, plus tard, à lui donner, dans les feuilles libérales, l'autorité du plus sincère et du plus ardent des catholiques : « Vous ôtez aux évêques leur croix d'or, ils en prendront une de bois, et c'est une croix de bois qui a sauvé le monde ! » Il avait émigré, ferraillé contre ses compagnons de l'armée de Condé beaucoup plus que contre les soldats de la République, passé en Angleterre, servi le roi, servi l'empereur et obtenu de celui-ci une pension que celui-là eut la bonté de lui continuer. En 1826, retiré dans sa province et las du silence qui l'enveloppait, il présenta à l'impression, à Paris, un ouvrage où toutes ses déceptions, ses rancunes, ses rêveries prenaient corps et se concentraient sur un seul ennemi : les Jésuites. Après avoir lu son manuscrit et constaté le vide de logique et de preuves qui s'y cachait sous une phraséologie grandiloquente, les éditeurs auxquels il l'offrait hésitèrent quelque temps, puis ils se mirent à deux pour courir les risques de l'impression. De cette façon, pensèrent-ils, cela ne les ruinerait ni l'un ni l'autre. Cela allait les enrichir.

Le titre était : *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renver-*

ser la religion, la société et le trône. Rien que cela. L'auteur dénonçait les Jésuites et la Congrégation. Il venait pourfendre ces ennemis du trône, de la société, de la religion, et sauver du même coup le trône, la société, la religion ; ni plus ni moins.

Si les journaux révolutionnaires, *le Constitutionnel*, *les Débats*, *le Courrier Français*, ennemis déclarés, ceux-là, du trône et de l'autel, avaient cru sincèrement que les Jésuites fussent pour cette même cause des ennemis occultes, ils auraient vu dans les Jésuites des auxiliaires précieux ; ils auraient pris leur défense contre M. de Montlosier, ou mieux, organisé contre ses dénonciations la conspiration du silence. Mais point. Ils embouchèrent la trompette, dans un unisson formidable, en l'honneur de M. de Montlosier. En quelques jours ce ci-devant, ce féodal devint l'homme à la mode, le héros de la démocratie, et presque un Père de l'Église.

Quels étaient donc ces ennemis cachés du trône et de l'autel que le perspicace *Mémoire* dévoilait si à propos, « au moment où ils allaient couvrir la France de ruines ? » Ne sortons pas de notre sujet, bornons-nous à ce qui concerne la Congrégation.

« La Congrégation, écrivait M. de Montlosier, est une puissance mystérieuse, aussi confuse dans sa composition que dans son objet, dans son objet que dans son origine. Il m'est aussi difficile de dire avec précision ce qu'elle est, que de montrer, au temps passé, comment elle s'est successivement formée, étendue, organisée. Je dis : organisée, avec cette restriction que quelquefois son corps est entier, et alors on y voit un tronc et des membres ; d'autres fois une partie de ses membres s'en retire, il paraît comme mutilé. Le corps lui-même est composé de manière à pouvoir, quand cela lui convient, se dissiper comme une ombre, et alors on s'inter-

roge pour savoir s'il est vrai qu'il existe une Congrégation.

« Son objet n'est pas moins difficile à déterminer que sa nature. Ce sera, quand il le faudra, de simples réunions pieuses : vous aurez la des anges. Ce sera aussi, quand on voudra, un Sénat, une assemblée délibérante, vous aurez des sages. Enfin ce sera, quand les circonstances le demanderont, un bon foyer d'intrigue, d'espionnage, de délation ; vous aurez des démons. »

Appuyé sur des renseignements aussi précis, aussi clairs, aussi irréfragables, M. de Montlosier découvre qu'à la mort de Louis XVIII « on fit entrer tout le ministère dans la Congrégation et toute la Congrégation dans le ministère ». Joli tour de force, en vérité, le ministère n'ayant que huit portefeuilles et la Congrégation comptant, selon Montlosier, 48.000 personnes. « Il n'y a pas jusqu'au placement des domestiques dont elle ne se soit emparée. J'ai vu à Paris, continue-t-il, des femmes de chambre et des laquais qui se disaient approuvés de la Congrégation. » Leur a-t-il demandé leur diplôme d'approbation ? S'il l'avait fait, il le dirait ; s'il ne l'a pas fait, quelle est l'autorité de ces potins d'antichambres ?

« Je ne sais rien de positif sur la Chambre des pairs. Pour la Chambre des députés, au mois d'avril dernier, le public y comptait tantôt cent trente membres de la Congrégation, tantôt cent cinquante. Un député congréganiste que j'ai pu interroger ne m'en a accusé que cent cinq. » Son député s'était moqué de lui ; ce n'est pas *cent cinq*, c'est *cinq* qu'il fallait dire. M. de Saint-Chamand, maître des requêtes au Conseil d'Etat, le lui prouva en citant les noms : le comte Alexis de Noailles (Corrèze), le chevalier de Berbis (Côte-d'Or), le marquis de Vaulchier (Jura), le marquis de Saint-Géry (Tarn), M. Henri de la Villemarqué (Finistère). A ces cinq noms, M. de Montlosier et ses défenseurs ne purent pas ajouter un seul nom, si ce n'est trois députés

faisant partie de Congrégations de province : total *huit*, au grand maximum. On était loin de *cent cinq*, encore plus loin de *cent cinquante*.

« J'apprends en ce moment, par un recensement nouvellement fait, que la Congrégation renferme en France 48.000 individus. Le moyen de résister à une semblable puissance ! » Les auteurs de « ce recensement nouvellement fait » bernaient, tout comme « le député congréganiste », la naïveté de M. de Montlosier. Le nombre précis des membres de la Congrégation, pendant les trente ans qu'elle exista, fut de 1.373 ; les archives de la Congrégation en font foi, et M. Geoffroy de Grandmaison a donné cette liste nominative et complète. Toutes les hypothèses, tous les « on dit » bienveillants ou malveillants tombent devant une preuve matérielle : en 1826, au moment du fameux *Mémoire*, le nombre des admissions depuis 1801 avait été de 1.219, et de ce chiffre il fallait déduire les membres décédés, 150 à 200 ; il existait donc en tout un millier de congréganistes.

De 1.000 à 48.000 il y avait de la marge. Il est vrai que M. Lacretelle, dans son *Histoire de la Restauration*, nous a révélé (tome III, page 143) « qu'on devenait congréganiste sans le savoir ». Après celle-là il faut, comme on dit, tirer l'échelle.

M. de Vieil-Castel, malgré son antipathie caractérisée pour l'Eglise, a la loyauté de remarquer que les qualifications de *Jésuite*, *Congréganiste*, appliquées indistinctement à quiconque professait des sentiments religieux et monarchiques, devinrent des armes puissantes, entre les mains de l'opposition, pour discréditer des adversaires. « Ces mots produisaient, dit-il, d'autant plus d'effet qu'on ne savait pas précisément ce que c'était que la Congrégation. On est stupéfait lorsqu'on lit les contes absurdes que débitait le *Constitutionnel* ; on éprouve un sentiment de dégoût en se rappelant les chansons

licencieuses et obscènes par lesquelles Béranger livrait les disciples de saint Ignace de Loyola au ridicule, à la haine et au mépris ; mais tout cela portait coup, tout cela trouvait créance dans le peuple, dans la petite bourgeoisie et peut-être plus haut. »

Et c'est ainsi qu'à côté de l'histoire de la Congrégation on a créé sa légende. Celle-ci ressemble à celle-là comme l'ombre ressemble à la lumière ; mais que de gens on rencontre encore pour lesquels la légende absorbe et remplace l'histoire !

Le prodigieux succès de M. de Montlosier — « le flambeau de la France », disait le *Journal des Débats*, eut un effet immédiat : il effraya les faibles. Mgr Frayssinous, ministre des cultes, dans la discussion du budget, le 25 mai 1826, crut devoir prendre la parole pour dissiper des doutes qui n'existaient que dans l'esprit de ceux qui voulaient bien en avoir. Il ne fut pas adroit. N'ayant jamais été de la Congrégation, il se défendit d'en être, tout en lui rendant hommage, avec une sorte de terreur plaisante qui allait contre son but :

« Craignons, dit-il, de prendre pour une réalité un fantôme qui s'enfuit et qui s'échappe de nos mains à mesure qu'on veut le saisir. Oui, messieurs, il y a vingt-sept ou vingt-huit ans qu'il existe, au sein même de cette capitale, une réunion pieuse qui, depuis son origine, n'a pas cessé d'exister. J'en parle avec d'autant plus de désintéressement que je n'en ai jamais été membre ; j'ai même refusé d'en faire partie, quoique la chose m'ait été plus d'une fois proposée, non que je n'aie toujours été rempli d'estime et de respect pour elle, j'ai même contribué à y faire entrer des jeunes gens, soit sur leur demande, soit sur celle de leurs familles, et je n'ai jamais eu qu'à m'en féliciter. Mais exerçant alors un ministère public dans une des églises de cette grande cité, j'ai voulu rester parfaitement libre,

conserver l'indépendance qui, d'ailleurs, est dans mes goûts, et enfin ne connaître d'autres liens que ceux qui m'attachent à mes supérieurs ecclésiastiques et à mes fonctions. »

A la suite de ces protestations enveloppées de réticences, il eut beau affirmer qu'il ne croyait pas à l'empire mystérieux exercé par la Congrégation, et que « jamais il n'en avait senti le joug », — Casimir-Périer, blême d'horreur, s'élança à la tribune dès que le prélat en fut descendu :

« La voilà donc reconnue officiellement cette Congrégation dont l'existence a été si souvent contestée par les feuilles ministérielles ! Ce n'est donc point un fantôme. Elle existe. Et la preuve qu'elle est dangereuse, c'est que l'évêque éclairé qui vient de parler a refusé d'en faire partie. Elle a pris naissance dans les temps de trouble, elle est donc politique, etc., etc. »

M. de Montlosier poussa sa pointe. Il était du pays de Cujas, de Pascal et d'Arnaud ; il avait dans les veines du sang janséniste, de ce sang processif et chicanier qui est spontanément en défiance vis-à-vis de l'Eglise, et essentiellement habile à la lier, à la paralyser avec respect dans le réseau des lois civiles. Il rédigea une *Dénonciation aux cours royales relativement au système religieux et politique signalé dans le « Mémoire à consulter »*. Les légistes de l'époque se firent une joie de l'appuyer ; à leur tête marchait maître Dupin (1), et le ministère eut la faiblesse de l'accueillir. La cour en délibéra, toutes

(1) M^r Dupin ne pardonna de sa vie à la compagnie de Jésus un bon tour qui lui fut joué, un jour de Fête-Dieu, au collège Saint-Acheul où il était en visite. Le P. Loriguet lui fit l'honneur de lui offrir, à lui l'avocat libéral, un des cordons du dais, à la procession, et comme les autres cordons étaient tenus par de hauts personnages, il n'osa refuser. Mais cela se sut à Paris, on en fit des gorges chaudes, on le surnomma *du pain benit*, ce qui compléta le trio des surnoms de la famille, car ses frères étaient appelés déjà l'un *du pain sec*, l'autre *du pain beurre*. Hommes de mérite, au demeurant, ces trois Dupin ; on trouva cependant excessive l'orgueilleuse épitaphe qu'ils firent à leur mère : « C'est la mère des trois Dupin. »

chambres réunies. Dans cette circonstance un conseiller honoré de tous pour sa science et sa vertu, M. Jules Gossin demanda la parole.

« Je suis congréganiste, dit-il, je le dis hautement, et si ce titre, aux yeux de plusieurs de ceux qui m'écoutent, n'est pas un gage d'impartialité, au moins en est-il un de compétence... En vous parlant donc de ce que j'ai vu et entendu depuis huit ans, j'ai le droit d'être cru. Si vous ne me croyiez pas, je désespérerais d'une époque où un magistrat affirmant à ses collègues des faits où il a été mêlé personnellement, provoquerait le sourire de l'incrédulité...

« On vous a dépeint la Congrégation comme une assemblée délibérante, agissant en dehors d'elle-même, dirigeant, quelques-uns vont jusqu'à dire conspirant, et en état d'insurrection occulte mais perpétuelle contre le trône et contre les libertés publiques. Mais que deviennent ces reproches si, depuis huit ans que j'en fais partie et que j'en suis assidûment les exercices, je n'ai pas entendu proférer dans son enceinte je ne dis pas une phrase, mais un mot ayant trait, même détourné, à la politique et aux événements du jour ?

« Les congréganistes ne se voient qu'au pied des autels, dans une chapelle autorisée, désignée par Mgr l'Archevêque ; ils s'y voient sans se parler et, notez bien ceci, ils n'ont pas d'autre lieu de réunion, ils ne se voient nulle part ailleurs. Ils entendent la messe, ils prient de tout leur cœur, mais c'est tout... Ils ont un autel, point de tribune, des livres d'heures, point d'ordre du jour. Le prêtre qui les dirige leur adresse, d'après le texte des saints livres, des exhortations propres à les corriger de leurs défauts ; jamais il ne leur a suggéré même l'ombre d'une pensée relative à la direction de l'État, ou à leur avancement personnel dans leur carrière. Ils n'ont pas de signe de reconnaissance ; pourquoi en auraient-ils ? Ils n'ont pas besoin de se reconnaître, ni même de se connaître...

« Quant à moi, si, après seize ans de magistrature, j'ai eu l'honneur de rentrer dans la cour avec le titre si précieux et si cher de votre collègue, c'a été non parce que j'étais congréganiste, mais malgré que j'en fusse et, à cet égard, je pourrais citer des faits irrécusables... Je tenais, messieurs, à vous donner ces explications parce que, témoin des faits qui vous préoccupent, j'ai des droits tout particuliers à en parler et à être cru lorsque j'en parle... Quelles que soient pour moi les conséquences de ce discours, je me féliciterai toute ma vie d'avoir rempli un devoir, celui de vous parler le langage de la franchise et de la vérité, et ce langage, messieurs, vous étiez tous dignes de l'entendre. »

L'impression produite par ces accents sincères fut profonde. La cour royale, tout en faisant précéder son arrêt de considérants absurdes contre la Compagnie de Jésus (sans cela que seraient devenues les traditions des vieux parlements ?), repoussa les prétentions du *Mémoire* et se déclara incompétente (par 38 voix contre 16).

Battu devant la cour, M. de Montlosier adressa une pétition à la Chambre des pairs ; elle fut discutée le 18 janvier 1827. Un rapport du comte Portalis ouvrit les débats. Il se plaçait au même point de vue que l'arrêt de la cour royale, innocentant la Congrégation, mais non les terribles Jésuites contre lesquels cependant on n'avait aucun grief appuyé sur des faits. Ces vieilles théories gallicanes et parlementaires furent appuyées par Pasquier, Lainé, Choiseul, combattues par M. de Bonald, le cardinal de la Fare, le vicomte Dambray, le duc de Fitz-James. Au scrutin 130 voix sur 186 acceptèrent les conclusions de Portalis. M. de Montlosier, au paroxysme de la folie furieuse, écrivit à M. de Villèle : « Je vous le déclare dans toute la sincérité de mon âme : si vous étiez mis en accusation, je ne pourrais faire autrement que de vous condamner à mort ! »

La Congrégation semblait devoir continuer

indéfiniment la tenue paisible de ses séances. Des admissions avaient lieu, comme de coutume ; les nouveaux étaient en général de jeunes étudiants sortant de Saint-Acheul ou d'autres collèges ecclésiastiques. M. Gossin que nous avons vu si intrépide comme catholique et comme magistrat, fondait l'œuvre de Saint-François-Régis pour la régularisation sacramentelle des unions libres ou purement civiles. Les misères morales étaient immenses en effet, dès ce temps-là, dans la population ouvrière de Paris. M. de Metternich, après une visite à cette capitale (1825), écrivait ceci dans ses *Mémoires* : « Il est difficile de se faire une idée de la démoralisation du peuple... Près du tiers de la population de Paris n'a pas reçu le baptême. Dans le quartier Sainte-Genève, habité par la lie de la populace, on peut admettre que sur vingt ménages, il y en a un qui vit dans l'état de mariage ; la moitié au moins ne figure pas même sur les registres de l'état civil. » Dans le même temps l'infatigable Père Ronsin menait de front la direction de la Congrégation, celle du couvent des Oiseaux, celle des Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve et une correspondance « spirituelle » énorme, mais fructueuse ; il eut la rare consolation de ramener à la foi catholique des personnages considérables des sectes protestantes : le duc et la duchesse d'Anhalt-Cöthen, princes souverains ; le comte de Senfft-Pilsach, ministre du roi de Saxe, et sa famille ; Albert de Haza-Radlitz, conseiller de légation d'Anhalt, etc. Plusieurs de ces nouveaux convertis prirent rang dans la Congrégation.

Les prétendus libéraux n'avaient pas cessé de molester les serviteurs de Dieu et des pauvres. L'illustre docteur Récamier, congréganiste, lorsqu'il remplaça comme professeur au Collège de France son ami Laënnec, décédé, fut accueilli à l'ouverture de son cours par un épouvantable vacarme d'étudiants qui, pour la plupart, n'étudiaient guère. Les excitations contre deux autres

congréganistes, M. Franchet d'Esperey, directeur général de la police, et M. de Lavau, préfet de police, allèrent jusqu'à l'émeute. Il y eut des barricades (novembre 1827) ; des bandes armées s'emparèrent des quartiers Saint-Martin et Saint-Denis, aux cris de « Vive Napoléon ! » Mais les troupes, massées aux Tuileries, étaient préparées aux événements. Elles marchèrent avec ardeur, comme elles font toujours quand elles sont bien commandées, et firent deux cents prisonniers, dont l'arrestation fut maintenue pour quelques semaines seulement. MM. Franchet et de Lavau, victorieux, n'en furent pas moins obligés de donner leur démission. Le grand ministre qui les avait appelés à ce poste de confiance, M. de Villèle, venait d'être battu aux élections, par l'inqualifiable coalition de M. de Chateaubriand et de quelques autres royalistes avec la gauche, et parmi ces imprudents exaltés on remarquait des congréganistes, dont l'excellent M. Sébastien Laurentie, qui, pour avoir ses coudées franches, avait donné sa démission d'inspecteur général des études. On vit bien alors que la Congrégation ne donnait pas de mot d'ordre politique.

En laissant partir M. de Villèle, Charles X venait de descendre, selon le mot de la Dauphine, les premières marches de son trône. Le 5 janvier 1828, M. de Martignac fut nommé président du conseil. Portalis, rapporteur de la pétition Montlosier, devint garde des sceaux et trouva enfin moyen de satisfaire ses rancunes jansénistes. Le 16 juin 1828 parurent des Ordonnances exigeant des professeurs l'affirmation par écrit qu'ils n'appartenaient à aucune congrégation non autorisée (ce qui équivalait à interdire l'enseignement aux Jésuites) et limitant, en outre, le nombre des élèves des petits séminaires. Charles X signa, la mort dans l'âme, ces mesures par lesquelles il s'accusait dans le passé tout en donnant des gages pour l'avenir : il n'ignorait pas, du reste, que les ennemis de la royauté n'étaient ni les col-

lèges de Jésuites, ni les petits séminaires ; mais il y aura toujours des bergers faibles, disposés à éloigner les chiens de la bergerie dans l'espoir de désarmer la fureur des loups.

Ce qui démontra plus nettement que jamais l'inanité des directions politiques de la Congrégation, c'est que ce fut un congréganiste qui consentit à apposer son nom, comme ministre des cultes, au bas des Ordonnances de 1828 : Monseigneur Feutrier, évêque de Beauvais. Ce prélat courtisan ne comprit pas qu'en mettant en suspicion un ordre religieux approuvé par l'Eglise il y mettait tout le clergé. Soixante-treize évêques adressèrent au Roi un mémoire respectueux mais ferme. Le cardinal de Clermont-Tonnerre (congréganiste), répondit au ministre par cette lettre laconique et fière : « Voici la devise de ma famille, qui lui a été donnée en 1120 par Calixte II : *Etiam si omnes, ego non* ; c'est aussi la mienne ».

Si par le renvoi d'un ministre éminent et qui n'a pas eu d'égal en France, dans ce siècle, Charles X avait descendu la première marche de son trône, il descendit la seconde par les Ordonnances de 1828, et la dernière par les Ordonnances de 1830, en ne les appuyant pas d'une armée, alors qu'il aurait pu le faire. Cette faute si élémentaire et si irréparable fut commise par un congréganiste, M. Jules de Polignac, homme honnête et naïf. Il comptait sur le bon sens populaire, qui comprendrait que le gouvernement ne pouvait plus marcher avec la liberté de la presse : comme si le but des meneurs de l'opinion n'avait pas été précisément de paralyser la marche du gouvernement ! Il comptait sur la gloire toute fraîche de la conquête d'Alger : comme si l'opposition tenait compte d'aucune gloire !

Avec beaucoup d'autres œuvres catholiques, la Congrégation sombra dans le naufrage. Elle disparut à l'heure où Charles X partait pour l'exil, où l'on pillait l'Archevêché, où l'on ouvrait

les prisons, où l'on brûlait vifs les Suisses de la caserne de la rue de Babylone, où l'on mettait à sac le Mont-Valérien et le noviciat des Jésuites à Montrouge.

La Congrégation tint sa dernière séance le 18 juillet 1830, chez le cardinal de Rohan, archevêque de Besançon, qui, deux semaines après, eut sa voiture brisée, à la porte de Vaugirard et n'échappa qu'avec peine aux insurgés. À la rentrée des Écoles, la « Jeunesse studieuse » empêcha les professeurs congréganistes de reprendre leurs cours : c'étaient MM. de Portets, le docteur Cruveillier et le docteur Récamier. Les archives de la pieuse association furent sauvées par M. Gossin, qui les conserva longtemps avant de les remettre au Père de Ravignan. Elles permettent aujourd'hui de reconstruire l'histoire opprimée par la légende.

Plusieurs congréganistes appartenaient à la magistrature. En gens d'honneur, ils se souvinrent de leur serment : « Si la vérité doit se trouver dans quelque chose, c'est dans le serment d'un juge », écrivit M. Gossin au nouveau garde des sceaux, et il rentra dans la vie privée, ainsi que MM. Jules d'Haranguiers, Alexandre Cauchy, Espivent de la Villeboisnet, de Vaufreland, Levavasseur, Bérard des Glayoux. Mais ne pouvant plus servir la dynastie à laquelle ils s'étaient attachés, ils continuèrent à servir la société et la religion. A la Chambre, Alexis de Noailles fit rejeter les pétitions qui demandaient l'établissement du divorce. En 1832, Récamier organisa, pendant le choléra, les secours de l'Hôtel-Dieu et risqua mille fois sa vie dans les mansardes des pestiférés. Le cardinal de Rohan revint d'exil malgré les menaces de la populace et mourut au service des pauvres, en leur laissant sa fortune. Mgr de Forbin-Janson alla dépenser son zèle dans les missions d'Amérique. Laurentie vécut encore un quart de siècle qu'il consacra aux labeurs assidus de la presse quotidienne, fidèle

jusqu'à la fin à sa double foi catholique et monarchiste. Emmanuel Bailly et Frédéric Ozanam, Emmanuel d'Alzon (ces deux derniers trop jeunes pour avoir été congréganistes) fondèrent en 1833 la Société de Saint-Vincent de Paul, et, faisant revivre la piété et la charité dans la jeunesse, attirèrent ainsi sur eux, quoiqu'à un degré moindre, la fureur des Loges et leur prodigieuse habileté à créer d'odieuses légendes pour les substituer à la pure histoire.

Car la lutte n'est point finie, elle ne finira qu'avec le monde. Au commencement du xx^e siècle, on la retrouve plus ardente qu'au commencement du xix^e. Les trônes sont par terre ou fortement ébranlés ; mais l'autel reste debout, et, à part quelques rares et impuissantes exceptions, c'est l'autel avant tout que visent les secousses de la violence et les habiletés de la calomnie.

Reportons un instant, avant de finir, nos regards sur un grand pays voisin. Les catholiques de France ne sont pas les seuls qui aient à souffrir des préjugés et du mensonge. Le grand cardinal Newman déplorait, lui aussi, de voir chez ses compatriotes le catholicisme méconnu, travesti, défiguré par une opinion publique de laquelle toute sincérité n'était point bannie. « L'ignorance de ce que nous sommes, disait-il, fait la force de nos adversaires et, dans une certaine mesure, leur excuse. On nous juge sur ouï-dire, non sur ce que nous sommes ; on veut connaître aussi bien que nous, mieux que nous, notre religion ; on prétend nous l'enseigner ! »

Et tandis que le cri de *No popery* ! soulevait les rues de Londres, que le Parlement retentissait de déclamations absurdes et que la populace brûlait chaque soir en effigie, sur les ponts, le Pape et l'archevêque de Wetsminster, dont elle précipitait les cendres dans la Tamise : Newman écrivait avec sa plume d'or :

« Tout s'arrangerait vite si l'on consentait à

nous juger sur nous-mêmes, au lieu de poursuivre notre image à travers l'*Apocalypse*... On aime mieux s'en rapporter aux dires d'Henri VIII et d'Élisabeth, avec leurs mille échos, que de se fier à ses propres yeux et à ses propres oreilles... Seul le créateur pourra détruire ce vaste palais enchanté qu'a édifié la tradition, et dans lequel nous faisons si triste figure... »

N'y a-t-il aucun remède contre un état d'esprit aussi injuste et devons-nous nous borner à courber la tête et à laisser passer l'avalanche des calomnies ? Newmann répond hardiment :

« On vous juge mal parce qu'on ne vous connaît pas ; montrez-vous !... Obligez les hommes à vous connaître. Rendez si claires votre foi et vos œuvres qu'ils ne puissent affecter de ne pas vous voir... Ils chercheront à échapper : ils regarderont en bas, ils regarderont en haut, ils fermeront les yeux, ils feront tout ce qu'ils pourront pour ne pas vous voir. Plus vous viendrez près d'eux, plus ils s'obstineront à fermer les yeux. Ils s'irriteront, ils s'effrayeront, ils donneront l'alarme comme si vous alliez les assassiner ; ils feront n'importe quoi plutôt que de vous regarder. Vous n'avez qu'un but à atteindre : obtenir qu'ils vous regardent fixement ; je ne dis pas qu'ils deviendront alors catholiques ; mais alors ils n'auront plus le moyen de vous infliger les stigmates de l'imposture (1). »

Cela suffira-t-il pour désarmer l'ennemi ? Non certes : celui qui mène la bataille contre la Vérité est immortel en même temps qu'inconvertissable et il a été appelé dès le commencement « le père du mensonge ».

Mais les gens de bonne foi, ceux qui ne sont qu'inattentifs et superficiels — et ils sont nombreux — en viendront à rire avec nous des pieds fourchus des Jésuites et des méfaits de la Con-

(1) Newmann, *Conférences sur la situation des catholiques en Angleterre*.

grégation... en attendant d'autres inventions sataniques dont l'avenir ne chômera pas plus que le présent.

Le Maître nous les a annoncées : « Le monde vous haïra comme il m'a haï ; il vous persécutera comme il m'a persécuté. »

Seulement il ajoute : « Ayez confiance, petit troupeau, car j'ai vaincu le monde ! »

SOURCES ET DOCUMENTS

Archives de la Congrégation.

La Congrégation (1801-1830), par M. Geoffroy de Grandmaison, avec une préface de M. le comte de Mun, 1 vol. grand in-8° de xxiv-400 p. Paris, librairie Plon, 1889 ; ouvrage très complet, très bien fait, où la question est traitée à fond.

Mémoire à consulter, etc., par le comte de Montlosier, 1826.

Nettement, Thureau-Dangin, Lacretelle et autres historiens de la Restauration.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
---------------	---

CHAPITRE PREMIER

DE LA FONDATION A LA PREMIÈRE DISPERSION.....	7
---	---

CHAPITRE DEUXIÈME

LES ANNÉES PROSPÈRES	24
----------------------------	----

CHAPITRE TROISIÈME

FURIEUX ASSAUTS : LA LÉGENDE OPPRIME L'HIS- TOIRE.....	48
---	----

SOURCES ET DOCUMENTS.....	63
---------------------------	----

- **Le Levier d'Archimède ou la Mécanique céleste et le Céleste Mécanicien**, par le R. P. ORTOLAN. 2 vol.
- **Ce que le Christianisme a fait pour la femme**, p. G. d'AZAMBUJA. 1 vol.
- **L'Hypnotisme et la Stigmatisation**, par le D^r IMBERT-GOURBEYRE. 1 vol.
- **L'Education chrétienne de la Démocratie, essai d'apologétique sociale**, par Ch. CALIPPE. 1 vol.
- **La Religion catholique peut-elle être une science ?** par l'abbé G. FRÉMONT. 1 vol.
- **Du même auteur : Que l'Orgueil de l'Esprit est le grand écueil de la Foi**, Theodore Jouffroy, Lamennais, Ernest Renan. 1 vol.
- **La Révélation devant la Raison**, par F. VERDIER, supérieur de Grand Séminaire. 1 vol.
- **Confrères musulmanes. — Histoire — Discipline — Hierarchie**, par le R. P. PETIT. 1 vol.
- **Pratique de la Liberté de conscience dans nos Sociétés contemporaines**, par l'abbé CANET. 1 vol.
- **Comment peut finir l'Univers, d'après la science**, p. C. DE KIRWAN. 1 vol.
- **Les Théories modernes de la Criminalité**, par le D^r DELASSUS. 1 vol.
- **Faillite du Matérialisme**, par Pierre COURBET. 3 vol. se vendant séparément :
- I. — *Historique*. 1 vol.
- II. — *Discussion ; l'atome et le mouvement*. 1 vol.
- III. — *Discussion ; l'éther, le gaz, l'attraction. Conclusion. — Appendice*. 1 vol.
- **Le Globe terrestre**, par A. DE LAPPARENT, Membre de l'Institut, professeur à l'Ecole libre des Hautes Etudes. 3 vol. se vendant séparément.
- I. — *La Formation de l'écorce terrestre*. 1 vol.
- II. — *La nature des mouvements de l'écorce terrestre*. 1 vol.
- III. — *La Destinée de la terre ferme et la Durée des temps*. 1 vol.
- **De la Connaissance du Beau, sa définition, application de cette définition aux beautés de la nature**, par l'abbé GABORIT, archiprêtre de la Cathédrale de Nantes. 1 vol.
- **Le Diable dans l'Hypnotisme**, par le docteur Ch. HÉLOT. 1 vol.
- **De la Prospérité comparée des nations protestantes et des nations catholiques, au point de vue économique — moral — social**, par le R. P. FLAMÉRION, S. J. 1 vol.
- **L'Art et la Morale**, par le P. SERTILLANGES, dominicain, docteur en théologie. 1 vol.
- **La Sorcellerie**, par I. BERTRAND. 1 vol.
- **Qu'est-ce que l'Ecriture sainte ? Les Livres inspirés dans l'antiquité chrétienne. Théorie de l'inspiration**, par le P. Th. CALMES. 1 vol.

*Demander la liste complète des volumes Science et Religion
parus à ce jour.*